

BUDGET ECONOMIQUE



Institut des
Comptes Nationaux

Prévisions économiques 2006



**Bureau
fédéral du Plan**

Analyses et prévisions économiques

Avenue des Arts 47-49
B-1000 Bruxelles
Tél.: (02)507.73.11
Fax: (02)507.73.73
E-mail: contact@plan.be
URL: <http://www.plan.be>

Février 2006

►► Table des matières

	Avant-Propos	1
	Résumé	3
1.	L'environnement international	5
	Evolution de l'économie mondiale	5
	La conjoncture chez nos trois principaux partenaires commerciaux	7
	Evolution des marchés financiers	8
	<i>Taux d'intérêt</i>	
	<i>Taux de change</i>	
	Incertitudes liées à l'environnement international	9
2.	Les composantes du PIB belge	10
	Dépenses de consommation finale des ménages	10
	Investissements des entreprises	10
	Investissements en logements	12
	Dépenses publiques	12
	Variations de stocks	12
	Exportations et importations	13
	Revenu national brut réel	14
3.	Evolution des prix et salaires	15
	Evolution des prix intérieurs	15
	Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales	16
	Evolution salariale dans le secteur marchand	16
	<i>Evolution du coût salarial</i>	
	<i>Réduction des charges salariales</i>	
	<i>Evolution de la part salariale</i>	
4.	Marché du travail	19
	Annexe	23

➤➤ **Liste des figures**

Figure 1	Evolution trimestrielle du PIB belge à prix constants	3
Figure 2	Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur	4
Figure 3	Appréciation de la situation économique mondiale	5
Figure 4	Evolution trimestrielle du PIB	6
Figure 5	Evolution trimestrielle du PIB	7
Figure 6	Evolution des taux d'intérêt: zone euro et Etats-Unis	8
Figure 7	Prix du baril de Brent en dollars et en euros	9
Figure 8	Dépenses de consommation des particuliers	10
Figure 9	Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne	10
Figure 10	Investissements des entreprises	11
Figure 11	Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand	11
Figure 12	Investissements résidentiels	12
Figure 13	Exportations de biens et services	13
Figure 14	Evolution trimestrielle de l'inflation	15
Figure 15	Décomposition de l'indice des prix à la consommation	15
Figure 16	Evolution de la part salariale	18
Figure 17	Evolution de la valeur ajoutée, de l'emploi et de la productivité	19
Figure 18	Evolution de l'emploi et du taux d'emploi	20
Figure 19	Evolution de la population active occupée, du chômage et de la population active	21

➤➤ **Liste des tableaux**

TABLEAU 1	Formation du coût salarial dans le secteur marchand	17
TABLEAU 2	Réductions ex ante des charges salariales dans le secteur marchand 1995-2006	18

➤➤ Avant-Propos

Ces prévisions macro-économiques ont été transmises par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) au Gouvernement fédéral dans le cadre du contrôle budgétaire fédéral de l'année 2006. Selon la procédure prévue, le Bureau fédéral du Plan (BFP) a soumis une proposition de budget économique au comité scientifique et au conseil d'administration de l'ICN. Cette dernière instance adopte les chiffres définitifs et en porte la responsabilité finale. Le comité scientifique a émis un avis favorable sur le budget économique.

Les présentes prévisions tiennent compte des agrégats annuels publiés dans la Partie 2 des Comptes nationaux 2004 ("Comptes détaillés et tableaux") et des agrégats trimestriels jusqu'au troisième trimestre 2005.

Les hypothèses concernant l'environnement international sont basées sur les prévisions de l'automne de la Commission Européenne adaptées sur base des prévisions consensus les plus récentes (The Economist) et sur les estimations trimestrielles du commerce mondial de biens effectuées par le Centraal Planbureau néerlandais. L'évolution des variables financières (taux de change, taux d'intérêt, prix du pétrole) reflète les anticipations des marchés financiers début février. Les prévisions pour la Belgique ont été générées par l'exécution parallèle de la version annuelle et trimestrielle du modèle MODTRIM, développé au BFP.

Ces prévisions ont été achevées le 24 février 2006.

L. Verjus

Président du Conseil d'Administration
de L'Institut des Comptes Nationaux

Chiffres clés pour l'économie belge*Variations en % en volume - sauf indications contraires*

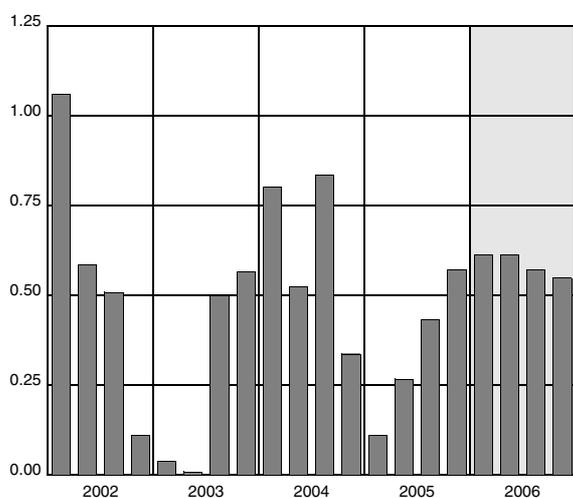
	2003	2004	2005	2006
Dépenses de consommation finale des particuliers	0,9	1,5	1,2	1,6
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2,5	2,0	1,1	1,8
Formation brute de capital fixe	-0,7	4,2	8,0	1,3
Dépenses nationales totales	1,0	2,6	2,1	1,6
Exportations de biens et services	2,9	6,2	2,2	4,7
Importations de biens et services	3,1	6,4	2,9	4,1
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0,1	0,1	-0,5	0,7
Produit intérieur brut	0,9	2,6	1,5	2,2
Indice national des prix à la consommation	1,6	2,1	2,8	1,8
Indice santé	1,5	1,6	2,2	1,7
Revenu disponible réel des particuliers	-1,0	-0,2	0,8	1,8
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	14,3	12,8	12,4	12,6
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	-3,3	23,7	38,6	41,1
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8,2	8,4	8,4	8,3
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	4,1	3,3	2,4	2,6
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	113,1	124,4	124,4	122,5
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	2,3	2,1	2,2	2,9
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	4,1	4,1	3,4	3,6

➤➤ Résumé

L'année passée, la croissance de l'économie belge a atteint 1,5 % (PIB à prix constants). Dans le sillage du redressement conjoncturel en Europe, la croissance du PIB belge est passée progressivement de 0,1 % au premier trimestre à 0,6 % au quatrième trimestre. Au cours du premier semestre 2006, la croissance trimestrielle du PIB devrait se stabiliser à 0,6 % et se maintenir dans la seconde moitié de l'année au-dessus de 0,5 %. Sur l'ensemble de l'année 2006, la croissance du PIB à prix constants atteindrait 2,2 %.

FIGURE 1 Evolution trimestrielle du PIB belge à prix constants

(croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)



Source: ICN, BFP

Au cours de l'année 2006, l'économie américaine ainsi que les économies asiatiques devraient connaître un léger ralentissement de leur croissance, tandis que la croissance du PIB augmenterait dans la zone euro. Au second semestre, l'accélération de l'économie européenne, actuellement soutenue tant par la demande intérieure que par les exportations, devrait toutefois céder quelque peu le pas sous l'effet de l'évolution des débouchés internationaux. Par conséquent, la croissance des marchés d'exportation de la Belgique devrait encore s'accélérer au cours du premier trimestre, mais perdre un peu de sa vigueur par la suite.

En 2006, l'économie belge devrait croître de façon non seulement plus vigoureuse, mais aussi plus équilibrée. Tant les exportations nettes que la demande intérieure devraient y contribuer.

Grâce à la reprise de l'économie européenne, la croissance des exportations belges devrait atteindre 4,7 % sur l'ensemble de l'année 2006, contre 2,2 % en 2005. Toutefois, le dynamisme des exportations

s'effrite au cours du second semestre sous l'effet de la conjoncture internationale. L'excédent des opérations courantes de la Belgique avec le reste du monde augmente à peine (atteignant au plus 2,6 % du PIB) en raison des cours élevés du pétrole, lesquels entraînent une évolution défavorable des termes de l'échange.

Cette année, la demande intérieure devrait augmenter de 1,6 %, contre 2,1 % en 2005. Ce fléchissement est à imputer aux investissements des entreprises. Ceux-ci restent élevés en raison d'une rentabilité accrue, des conditions favorables de financement et des meilleures perspectives de demande, mais croissent à un rythme plus modéré après avoir connu un mouvement sensible de rattrapage (8,9 %) en 2005. En outre, il est supposé que, dans le secteur du transport maritime, certains investissements exceptionnels des deux dernières années ne se répéteront pas en 2006. Ces investissements exceptionnels sont sans effet sur la croissance économique, dans la mesure où ils se traduisent par un accroissement correspondant des importations.

Le pouvoir d'achat des ménages, mesuré par le revenu disponible réel, devrait augmenter de 1,8 % en 2006, contre 0,8 % à peine en 2005, grâce notamment à la réforme fiscale et à la croissance de l'emploi. La croissance de la consommation privée devrait également s'accélérer pour atteindre 1,6 %, ce qui entraînerait un léger rebond du taux d'épargne des ménages.

La croissance réelle prévue pour les investissements publics en 2006 (15 %) est déterminée entre autres par les travaux d'infrastructure des pouvoirs locaux, qui augmentent fortement à l'approche des élections communales d'octobre prochain.

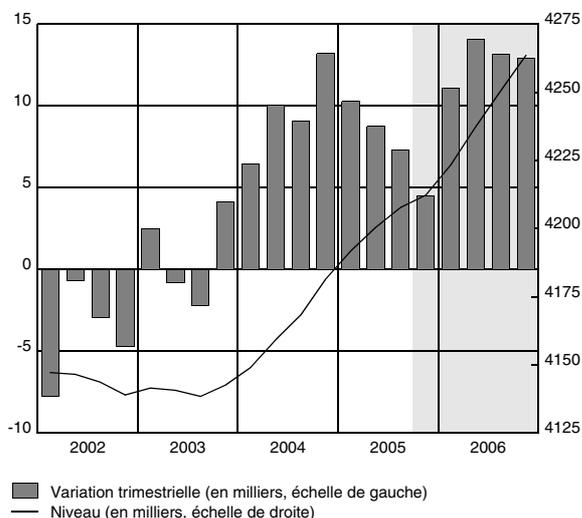
La création nette de 41 000 emplois entraîne une érosion du taux de chômage

En 2005, le nombre d'emplois a augmenté de près de 39 000 unités en moyenne annuelle. La création d'emplois a été tout juste suffisante pour absorber l'accroissement de la population active, si bien que le nombre de chômeurs s'est stabilisé.

Cette année, la croissance trimestrielle de l'emploi devrait s'accélérer et se traduire, en moyenne annuelle, par la création de 41 000 emplois supplémentaires. De ce fait, le taux d'emploi progresserait légèrement, passant de 61,9 % en 2005 à 62,2 % en 2006. Le nombre d'emplois augmentant plus rapidement que la population active, le nombre de chômeurs diminuerait (-5 600 unités). En pourcentage, le chômage est passé de 14,4 % à 14,3 % en 2005 et reculerait à 14,1 % en 2006. Le taux de chômage

selon la méthode de calcul utilisée par Eurostat pour la Belgique est resté stable en 2004 et 2005 (8,4 %) et se tasserait légèrement en 2006 (8,3 %).

FIGURE 2 Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur
(données corrigées des variations saisonnières)



Source: ICN, BFP

L'inflation, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, devrait atteindre 1,8 % cette année, contre 2,8 % en 2005. Ce recul est, dans une large mesure, la conséquence de l'évolution modérée des coûts salariaux unitaires, de la quasi-stabilisation des prix du pétrole et de l'instauration d'un nouvel indice des prix. En effet, depuis janvier

2006, la mesure de l'inflation se fonde sur un nouveau panier de produits. La composition de ce panier est basée sur l'enquête sur le budget des ménages réalisée en 2004, alors que jusqu'en décembre 2005, c'étaient les habitudes de consommation des particuliers en 1996 qui servaient de référence. Etant donné que les prix d'un certain nombre de produits nouvellement ajoutés au panier augmentent de façon beaucoup plus modérée, voire baissent, l'augmentation des prix mesurée selon le nouvel indice (base 2004) est moindre que celle calculée à l'aide de l'ancien indice des prix à la consommation (base 1996). En 2005, sous l'effet de la flambée des prix du pétrole, l'indice général a progressé nettement plus rapidement que l'indice santé (2,2 %), lequel n'est pas influencé par les fluctuations des prix des carburants et des boissons alcoolisées ou du tabac. En 2006, la progression de l'indice santé (1,7 %) devrait davantage se rapprocher de celle de l'indice national des prix à la consommation puisque le cours du pétrole devrait pratiquement se stabiliser au cours de l'année.

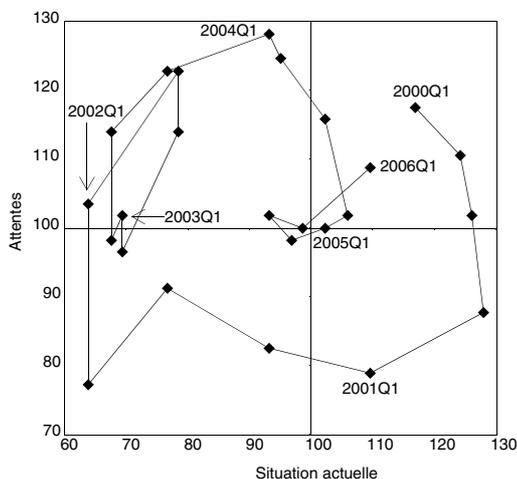
L'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique a été dépassé pour la dernière fois en juillet 2005. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 104,14) devrait être dépassé en novembre 2006. En conséquence, les allocations sociales et les traitements dans la fonction publique seraient adaptés au coût de la vie via une augmentation de 2 % appliquée respectivement en décembre 2006 et en janvier 2007.

1. L'environnement international

➤➤ Evolution de l'économie mondiale¹

En 2005, en dépit d'une forte hausse des prix du pétrole brut et d'autres matières premières, la croissance de l'économie mondiale est restée vigoureuse. Par ailleurs, la hausse des prix des matières premières ne s'est pas traduite par un renforcement des revendications salariales, ni par une accélération de l'inflation sous-jacente². Au second semestre, on a toutefois observé un ralentissement de l'économie américaine, tandis que la croissance en Europe poursuivait sur sa lancée. De son côté, l'économie chinoise a maintenu un rythme de croissance très élevé, tandis que le Japon maintenait également une activité économique vigoureuse.

FIGURE 3 Appréciation de la situation économique mondiale



Source: IFO World Economic Survey, BFP

Durant le premier semestre 2006, la croissance de l'économie mondiale devrait continuer d'augmenter sous l'influence conjuguée d'une politique monétaire qui reste encore très souple dans de nombreuses zones, de taux d'intérêt à long terme bas et d'une forte croissance du commerce mondial. Cette thèse est confirmée par la dernière enquête de l'IFO. Ses résultats font ressortir un net rétablissement du climat économique actuel (dans toutes les zones) qui est jugé maintenant à un niveau plus satisfaisant (>100). Au second semestre, un certain ralentissement pourrait se faire jour dans le sillage d'une croissance moins rapide du commerce mondial et d'un ralentissement de l'économie américaine. Le moindre dynamisme de la demande américaine

(2) Evolution à un an d'intervalle des prix à la consommation, hors alimentation et énergie.

devrait se traduire également par une croissance en léger repli en Europe et en Asie, étant donné que l'évolution de la demande intérieure ne compensera pas complètement le ralentissement de la croissance des exportations. Malgré le ralentissement attendu au second semestre, la croissance de l'économie mondiale sur l'ensemble de l'année 2006 devrait être plus ou moins équivalente à celle observée en 2005.

Les chiffres du Centraal Planbureau néerlandais indiquent que le volume du commerce mondial a diminué au premier trimestre 2005, mais qu'il est reparti très nettement à la hausse au deuxième trimestre. Au second semestre, la croissance moyenne du commerce mondial a poursuivi sa hausse par rapport au premier semestre. Durant la première moitié de l'année 2006, la croissance du commerce mondial devrait rester vigoureuse, surtout grâce au Japon et à l'Europe, avant de ralentir légèrement au second semestre, parallèlement à l'évolution de l'économie mondiale. Ce ralentissement se manifeste dans toutes les grandes zones économiques.

Depuis fin 2003, l'économie américaine connaît une croissance constante d'environ 0,9 % par trimestre. Au quatrième trimestre 2005, toutefois, la croissance est retombée à 0,4 % à peine, avec un affaiblissement des dépenses tant intérieures qu'extérieures. Il pourrait néanmoins s'agir d'un repli temporaire, influencé notamment par l'ouragan Katrina. Sur l'ensemble de l'année 2005, la croissance économique américaine a atteint 3,5 %.

Vu la forte hausse du prix des logements (qui a permis aux propriétaires d'emprunter plus en s'appuyant sur la valeur accrue de leur bien), et vu aussi la faiblesse des taux hypothécaires (ce qui a encouragé le refinancement d'emprunts en cours), les ménages américains ont beaucoup consommé en 2005, malgré une croissance salariale modeste, une création d'emploi modérée et une forte hausse des prix de l'énergie. Tous ces éléments ont conduit à une diminution constante du taux d'épargne, qui est même devenu négatif en cours d'année. A l'avenir, la hausse des taux d'intérêt à long terme devrait freiner l'ardeur du marché immobilier et, dans la foulée, brider la croissance de la consommation privée et des investissements en logements. Ce mouvement semble d'ailleurs s'être déjà amorcé au dernier trimestre 2005.

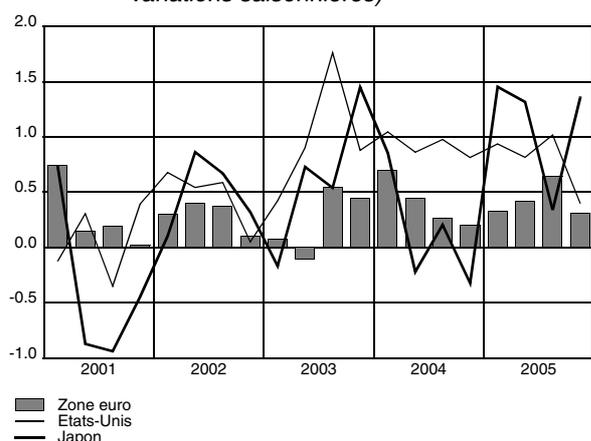
(1) Les chiffres de croissance annuelle mentionnés dans ce chapitre pour l'année 2006 correspondent aux prévisions de consensus publiées en février dans *The Economist*.

La croissance des investissements des entreprises devrait également se tasser quelque peu. Au cours des derniers mois, le taux d'utilisation des capacités de production a légèrement progressé, mais vu la hausse des coûts de financement (causée par celle des taux d'intérêt), les perspectives de débouchés moins favorables et la moindre croissance des bénéfices des entreprises, la demande d'investissement devrait être moins dynamique en 2006.

Les exportations américaines n'ont progressé que modérément au second semestre 2005, en raison de l'appréciation du dollar par rapport à l'euro. En 2006, la compétitivité des entreprises américaines devrait s'améliorer sous l'effet de la dépréciation du dollar en cours d'année. Dans le même temps, le ralentissement de la demande intérieure devrait tempérer la croissance des importations, ce qui se traduirait par une contribution moins négative des exportations nettes à la croissance du PIB. Globalement, la croissance du PIB ne devrait subir qu'un léger tassement et s'établir autour de 3,3 % en 2006.

FIGURE 4 Evolution trimestrielle du PIB

Taux de croissance à un trimestre d'intervalle à prix constants (données corrigées des variations saisonnières)



Source: Sources nationales, Eurostat

La croissance du PIB dans la *zone euro* a atteint 0,6 % au troisième trimestre 2005, ce qui représente une amélioration considérable par rapport aux deux premiers trimestres (respectivement 0,3 % et 0,4 %). Cette embellie résulte principalement d'une forte hausse des exportations et d'une accélération sensible de la croissance des investissements. Au quatrième trimestre, la croissance a été temporairement réduite (jusqu' à 0,3 %) sous l'influence d'un fort ralentissement en Allemagne et en France.

En 2005, la consommation privée est restée faible en raison de la situation défavorable sur le marché de l'emploi et de l'augmentation des prix du pétrole, deux éléments qui ont eu un impact négatif sur le revenu disponible réel des ménages. En 2006, la croissance de la consommation privée devrait augmenter sous l'effet d'une croissance soutenue mais

significative de l'emploi et d'une diminution de l'inflation. En outre, le gouvernement allemand ayant décidé d'augmenter le taux de TVA standard de trois points de pourcentage en janvier 2007, il faut s'attendre à ce que les ménages allemands anticipent le mouvement et avancent une partie de leur consommation de biens durables de 2007 vers 2006. L'accélération prévue de la consommation privée est confirmée par l'indice de confiance des consommateurs dans la zone euro, qui a atteint en décembre 2005 son plus haut niveau depuis plus de trois ans.

Jusqu'au deuxième trimestre 2005, la croissance des investissements dans la zone euro est restée modérée, malgré les bénéfices élevés des entreprises et les coûts de financement limités. Au troisième trimestre, la croissance des investissements s'est toutefois brusquement accélérée, et ce mouvement de rattrapage devrait se poursuivre. Toutefois, un véritable boom des investissements semble peu probable au vu du faible taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie.

En 2006, la croissance des exportations devrait rester vigoureuse, surtout au premier semestre. Outre la croissance mondiale, qui reste forte, la dépréciation de l'euro en 2005 aura encore un effet favorable sur la compétitivité européenne au premier semestre. Par ailleurs, l'augmentation de la demande intérieure devrait entraîner une accélération de la croissance des importations, si bien que la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB en 2006 devrait rester limitée. L'un dans l'autre, la croissance annuelle moyenne dans la zone euro devrait atteindre 1,9 % en 2006, contre 1,4 % en 2005.

Le scénario d'une relance de l'économie européenne au premier semestre 2006 est confirmé par les indicateurs. Ces derniers mois, la confiance des entrepreneurs s'est sensiblement renforcée, suivie depuis peu par celle des consommateurs.

L'inflation a atteint un pic en septembre 2005 (2,6 %), mais est retombée à 2,2 % en décembre. Le taux d'inflation relativement élevé observé en 2005 (moyenne de 2,2 %) est une conséquence directe de la hausse des prix du pétrole. En effet, l'inflation sous-jacente a baissé au fil de l'année 2005 pour s'établir à 1,3 % en décembre. Cette baisse du taux d'inflation sous-jacente en 2005 s'explique en partie par la dissipation de l'effet des hausses d'impôts indirects dans un certain nombre de pays et de la quote-part personnelle dans les frais médicaux en Allemagne en 2004. En 2006, l'inflation en Europe devrait s'établir à environ 2 %.

Après avoir été très vigoureuse au cours des deux premiers trimestres 2005 (respectivement +1,5 % et +1,3 %), la *croissance de l'économie japonaise* est retombée à 0,3 % au troisième trimestre sous l'influ-

ence d'un déstockage, d'une forte hausse des importations et d'une moindre croissance de la consommation et des investissements. Toutefois, l'année 2005 s'est clôturée par une croissance forte au quatrième trimestre (1,4 %). La reprise économique en cours semble plus durable que les précédentes, car, cette fois, elle est également soutenue par la consommation intérieure, et pas seulement par la demande extérieure. En outre, le taux de chômage a baissé, passant d'une moyenne de 4,7 % en 2004 à 4,4 % en 2005. Par ailleurs, en 2005, la part des "mauvais emprunts" contractés auprès des banques japonaises a diminué, les entreprises ont opéré de profondes restructurations et la croissance salariale nominale a été positive. De plus, après une longue période d'inflation négative, les prix devraient repartir à la hausse dans le courant de l'année 2006. De ce fait, cette année devrait voir la fin de la poli-

tique des taux à 0 % menée par la banque centrale japonaise. Globalement, on peut s'attendre à ce que l'économie japonaise continue à croître à un rythme confortable durant les trimestres à venir, ce qui se traduirait, sur l'ensemble de l'année 2006, par une croissance de 2,5 %, contre 2,8 % en 2005.

L'économie chinoise a enregistré en 2005 une croissance aussi vigoureuse que les années précédentes (9,9 %). De plus, le baromètre de l'économie chinoise est de nouveau plus favorable, le risque de surchauffe de l'industrie et des investissements s'étant avéré moins importants qu'on ne le craignait. Pour 2006, on prévoit néanmoins un léger tassement de la croissance chinoise, laquelle reste, quoi qu'il en soit, un moteur important de l'économie mondiale.

➤➤ La conjoncture chez nos trois principaux partenaires commerciaux

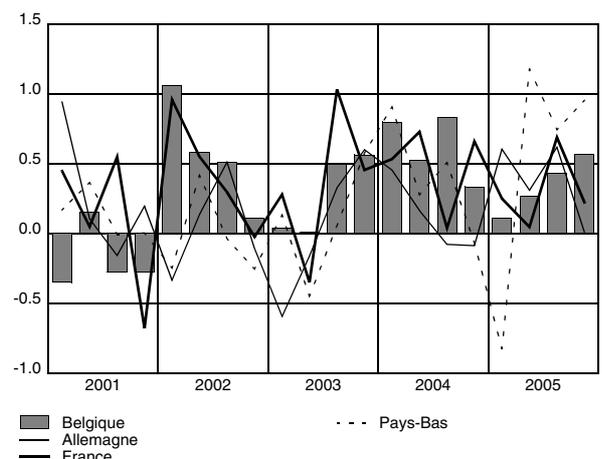
Au cours des trois premiers trimestres de 2005, la croissance trimestrielle belge a atteint 0,3 % en moyenne, restant ainsi inférieure à la croissance moyenne pondérée de ses trois principaux partenaires commerciaux (0,4 %). La plus grande vigueur de la croissance chez nos partenaires s'observe surtout en Allemagne, mais également en France. Sur base trimestrielle, la croissance de l'économie néerlandaise a suivi un rythme semblable à celui de l'économie belge. Au dernier trimestre de 2005, la croissance belge a de nouveau été plus forte (0,6 %) que celle des pays voisins (0,2 % en moyenne).

La croissance allemande repose presque entièrement sur les exportations, tandis que la consommation privée reste exceptionnellement faible (croissance négative à chaque trimestre). Au troisième trimestre 2005, les investissements ont également contribué positivement à la croissance. La forte hausse de l'indice IFO de confiance des entrepreneurs se reflète d'ailleurs dans l'évolution favorable des investissements et des exportations. Par ailleurs, la consommation devrait progresser en 2006 sous l'effet de la baisse du taux de chômage et d'un sursaut des dépenses de consommation en prévision de la hausse de la TVA en janvier 2007. La croissance annuelle du PIB allemand devrait ainsi s'accélérer et passer de 1,1 % en 2005 à 1,7 % en 2006.

La croissance économique française est principalement soutenue par la demande intérieure. Au troisième trimestre, les exportations ont fortement progressé, si bien que, pour la première fois en deux ans, les exportations nettes ont apporté une contribution positive à la croissance économique, laquelle s'est encore renforcée. Le taux de croissance de l'économie française devrait tourner autour de 1,5 % en 2005 et pourrait atteindre 2 % cette année.

En 2005, la croissance de l'économie néerlandaise est restée limitée, s'établissant vraisemblablement autour de 0,9 %, à la suite de la dynamique défavorable observée en 2004. Cette année, la croissance devrait croître et atteindre 1,9 %. La progression de l'emploi, la plus forte hausse des salaires réels et les réductions d'impôts devraient stimuler la consommation, tandis que la hausse du taux d'utilisation des capacités de production et la forte augmentation des bénéfices des entreprises pourraient déboucher sur une plus forte croissance des investissements.

FIGURE 5 Evolution trimestrielle du PIB
Taux de croissance à un trimestre d'intervalle à prix constants (données corrigées des variations saisonnières)



Source: Sources nationales, ICN

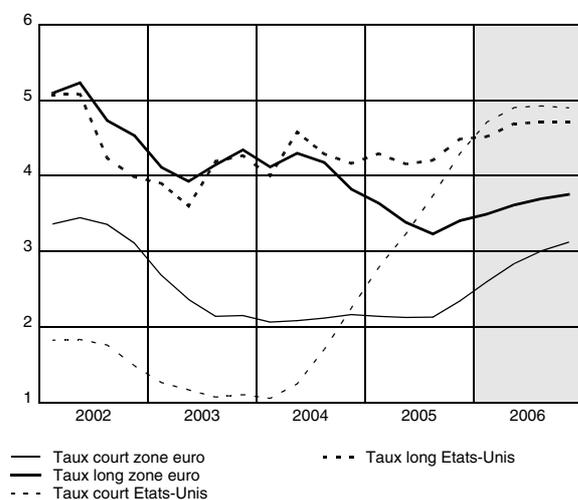
►► Evolution des marchés financiers³

Taux d'intérêt

En 2005, la Réserve fédérale américaine a progressivement relevé son taux de base, qui est ainsi passé de 2,25 % à 4,25 %. En janvier 2006, la Fed a revu une nouvelle fois à la hausse son principal taux directeur (+25 points de base, soit 4,5 %) et a laissé entendre que la fin du cycle des hausses des taux était en vue. Les marchés financiers prévoient néanmoins encore une ou deux hausses supplémentaires d'un quart de point au cours du premier semestre 2006. Si cela se vérifie, les taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis devraient passer, en moyenne annuelle, de 3,5 % en 2005 à 4,9 % en 2006.

FIGURE 6 Evolution des taux d'intérêt: zone euro et Etats-Unis

Moyennes trimestrielles en pourcent



Source: Datastream, BFP

Du côté européen, en 2005, les hausses des taux ont été jugées moins opportunes en raison de la timidité de la croissance, si bien qu'en dépit des prix élevés du pétrole, l'inflation a pu être maîtrisée. Toutefois, lorsqu'il est apparu que la croissance économique s'était sensiblement accélérée au cours du troisième trimestre, la BCE a relevé son taux de 25 points de base, le portant à 2,25 % en décembre. La BCE, qui modifiait ainsi sa politique monétaire pour la première fois depuis deux ans et demi, n'exclut pas de

Taux de change

Malgré l'énorme déficit de la balance courante américaine, le cours du dollar s'est apprécié par rapport à l'euro en 2005. Le dollar a été surtout soutenu par l'écart de taux croissant entre les Etats-Unis et l'Europe, ainsi que par les achats d'obligations d'Etat américaines par les banques centrales asia-

nouvelles hausses des taux. De leur côté, les marchés financiers prévoient trois hausses supplémentaires de 0,25 point de pourcentage en 2006. En moyenne annuelle, le taux à court terme passerait ainsi de 2,2 % en 2005 à 2,9 % en 2006.

En 2005, des craintes quant à l'impact des ouragans sur la croissance économique, ont fait baisser le taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis, passant de 4,4 % début août à 4 % début septembre. Toutefois, une fois qu'il est apparu clairement que l'impact serait moins important que prévu, ce taux est reparti à la hausse. En Europe, les taux d'intérêt à long terme ont connu une évolution similaire, même si l'écart entre les taux américains et européens s'est creusé, passant de 60 points de base début 2005 à 100 points de base à la fin de l'année.

Vu les perspectives de croissance assez favorables en Europe et le ralentissement attendu aux Etats-Unis, cet écart entre les taux à long terme se réduira probablement en 2006. Compte tenu de l'évolution attendue des taux à court terme, les taux d'intérêt à long terme en Europe devraient atteindre 3,8 % fin 2006, soit environ 40 points de base de plus qu'en début d'année. Aux Etats-Unis, les taux à long terme ne devraient progresser que de 0,3 % en 2006, passant ainsi à 4,7 %, si bien que l'inversion de la courbe des taux américains⁴, initiée fin 2005, devrait se poursuivre en 2006. Dans le passé, l'apparition d'une courbe inversée des taux a souvent précédé une récession économique. Toutefois, un tel pronostic semble prématuré, étant donné qu'aux Etats-Unis, certains facteurs spécifiques maintiennent les taux d'intérêt à long terme à un bas niveau, comme, par exemple, les achats massifs d'obligations d'Etat américaines par les banques centrales asiatiques, ou, peut-être aussi, l'obligation pour les fonds de pension d'accroître la part de leurs obligations à long terme dans leur portefeuille, au détriment des obligations à court terme et des actions.

(4) On parle d'inversion de la courbe des taux lorsque les taux à court terme (à 3 mois) dépassent les taux à long terme (à 10 ans).

(3) Ces hypothèses techniques sont basées sur les cotations à terme de début février 2006.

projet de constitution européenne en France et aux Pays-Bas et la formation difficile du gouvernement en Allemagne.

Tout comme l'accroissement de l'écart entre les taux à court terme de part et d'autre de l'Atlantique a pesé sur l'euro en 2005, la réduction de cet écart pèsera sur le dollar en 2006. De plus, les Etats-Unis doivent encore et toujours faire face à un énorme déficit de la balance des opérations courantes, déficit qui ne devrait pas se réduire dans l'immédiat.

Après l'appréciation observée en 2003 et 2004, le taux de change effectif nominal de l'euro a cédé du terrain à partir d'avril 2005. En décembre 2005, ce

taux se situait plus de 4 % en dessous de sa valeur juste un an auparavant. Par ailleurs, l'euro s'est déprécié non seulement par rapport au dollar, mais également par rapport à la livre britannique et à la plupart des devises asiatiques (à l'exception du yen). En moyenne annuelle, le taux de change nominal est resté plus ou moins stable par rapport à 2004 (-0,2 %).

L'évolution des cotations à terme laisse présager une appréciation progressive de l'euro, qui s'échangerait contre 1,24 dollar fin 2006 (contre 1,21 en janvier). En moyenne annuelle, cela représenterait une légère appréciation de 0,1 % du taux de change effectif pour la Belgique.

➤➤ Incertitudes liées à l'environnement international

Les principaux risques associés au scénario international décrit plus haut concernent le prix du pétrole brut, l'évolution de la consommation privée aux Etats-Unis, le niveau des taux d'intérêt à long terme et les variations des taux de change.

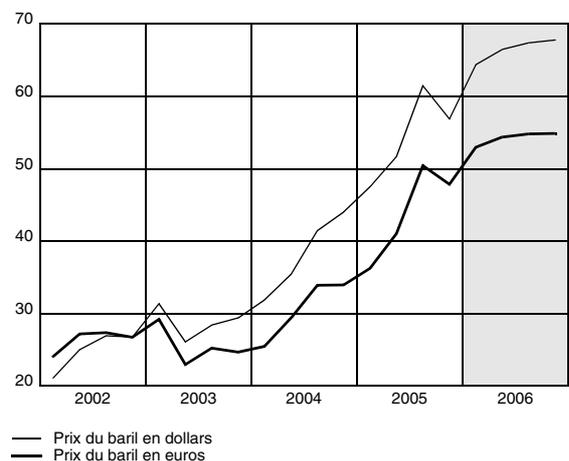
Comme de coutume, l'évolution du prix du pétrole brut est déduite des cotations sur les marchés à terme, mais cette évolution reste difficilement prévisible. Les tensions géopolitiques et les entraves à la production (grèves dans les pays producteurs, sanctions éventuelles de l'ONU envers l'Iran, etc.) peuvent mettre l'excédent de l'offre, déjà limité, sous pression et provoquer une nouvelle flambée des cours. Un pétrole cher affecte le pouvoir d'achat des consommateurs, augmente les coûts de production des entreprises et peut entraîner un ralentissement mondial de l'activité économique.

Un autre risque pour l'économie mondiale demeure l'énorme déficit de la balance commerciale américaine, alimenté par le taux d'épargne négatif des ménages et le déficit budgétaire. Cette situation pose la question de savoir dans quelle mesure les investisseurs étrangers resteront disposés à financer le déficit américain aux taux d'intérêt et de change actuels. Une forte dépréciation du dollar par rapport à l'euro serait défavorable à la zone euro, dont la croissance reste très dépendante de ses performances à l'exportation.

Une forte dépréciation du billet vert peut aussi aller de pair avec une hausse des taux d'intérêt, ce qui pourrait peser sur la consommation privée aux

Etats-Unis. En raison de la faiblesse des taux d'intérêt, les ménages américains se sont largement endettés, ce qui les a rendus très sensibles aux hausses des taux. De plus, ces dernières années, la consommation privée aux Etats-Unis a été stimulée par la hausse des cours des actions et, ensuite, par la hausse des prix des biens immobiliers. Une baisse des prix dans l'immobilier pourrait entraîner un net repli des dépenses des consommateurs et provoquer un atterrissage brutal de l'économie américaine.

FIGURE 7 Prix du baril de Brent en dollars et en euros
Moyennes trimestrielles



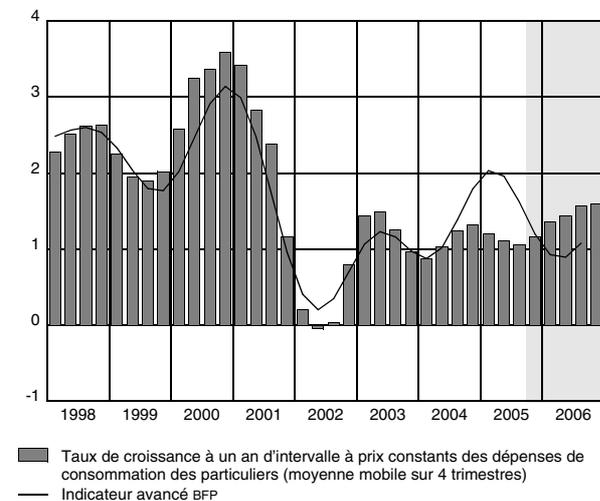
Source: Datastream, BFP

2. Les composantes du PIB belge

►► Dépenses de consommation finale des ménages

Ces trois dernières années, l'indice santé - qui est à la base de l'indexation des salaires et des allocations sociales - a progressé moins rapidement que le niveau général des prix suite à une augmentation continue des prix de l'énergie. Ce facteur explique en partie que le revenu disponible des particuliers à prix constants a diminué en 2003 et 2004. En 2005, il enregistre au contraire une progression (0,8 %), compensant ainsi partiellement les pertes enregistrées les deux années précédentes; cette progression s'explique principalement par les revenus mixtes des indépendants - après un recul les quatre années précédentes - et par une croissance plus forte de la masse salariale (voir tableau B.7). Ces deux composantes ont été, à leur tour, soutenues par une croissance du nombre de salariés et d'indépendants. En 2006, le pouvoir d'achat devrait progresser plus rapidement (1,8 %) notamment sous l'effet de nouvelles créations d'emplois et de l'entrée en vigueur d'un important volet de la réforme fiscale.

FIGURE 8 Dépenses de consommation des particuliers
(données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)

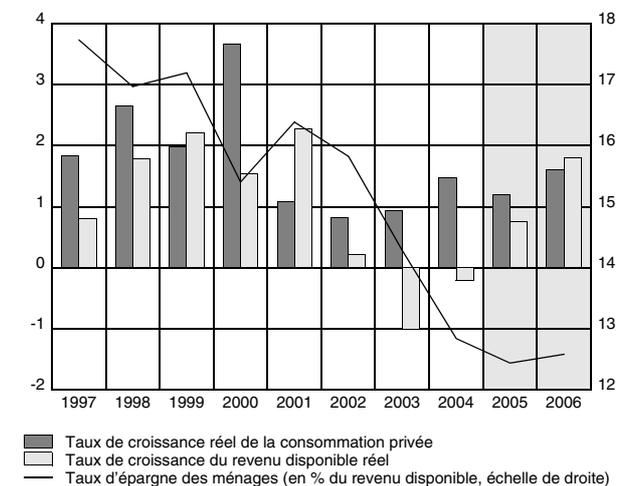


Source: ICN, BFP

En 2005, la consommation privée n'a progressé que de 1,2 %, un chiffre en nette diminution par rapport à 2004. Le niveau des prix des produits pétroliers et

leur volatilité ont fragilisé la situation économique, ont fait grimper la facture énergétique et ont ébranlé, à partir d'avril, la confiance des consommateurs. En septembre 2005, l'indicateur de confiance des consommateurs de la BNB a atteint son niveau le plus bas depuis octobre 2003. Au cours du troisième trimestre, la consommation privée n'a crû que de 0,2 %, contre 0,5 % en moyenne au cours du premier semestre. La confiance des consommateurs s'est rétablie au cours du quatrième trimestre 2005 au fur et à mesure que les prix du pétrole ont diminué et s'est stabilisée à un niveau élevé en février 2006. Cette année, la confiance des consommateurs devrait être confortée par l'amélioration de la situation du marché du travail (suite à la baisse du taux de chômage). La croissance de la consommation privée, qui s'est intensifiée (0,4 %) au cours du quatrième trimestre 2005, pourrait par conséquent encore légèrement se renforcer au cours du premier semestre 2006. Sur l'ensemble de l'année 2006, les dépenses de consommation privée devraient croître de 1,6 % et, partant, davantage soutenir la croissance économique qu'en 2005. Le taux d'épargne des ménages, qui a perdu 4 points de pourcentage au cours des quatre dernières années pour s'établir à 12,4 % en 2005, devrait atteindre 12,6 % en 2006.

FIGURE 9 Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne



Source: ICN, BFP

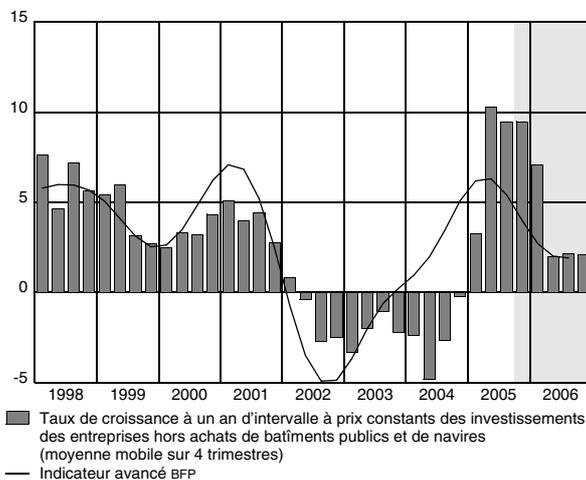
►► Investissements des entreprises

En 2002 et 2003, les investissements des entreprises ont reculé en moyenne de 2,7 % par an dans un contexte conjoncturel défavorable. En 2004, les investissements ont semblé repartir à la hausse (+3,1 %) mais cette augmentation était essentiellement la

conséquence, d'une part, d'une hausse de la vente de bâtiments publics⁵ au secteur privé, et d'autre part, d'une opération exceptionnelle d'achat, en 2004 et 2005, de nouveaux bateaux⁶ par certaines entreprises maritimes. Toutefois, ces achats n'ont

pas eu d'impact sur la croissance économique puisqu'ils ont été entièrement importés. En dépit de la reprise de la croissance économique, du faible niveau des taux d'intérêt et de l'amélioration de la rentabilité, la croissance sous-jacente des investissements s'est avérée décevante en 2004. En effet, les entreprises étaient confrontées à une situation économique incertaine et ont différé leurs investissements. En 2005, les investissements des entreprises ont entamé un sérieux mouvement de rattrapage et ont progressé de 8,9 %⁷. Ce mouvement de rattrapage 'est surtout manifesté au premier semestre avant de s'essouffler quelque peu au second semestre. L'année dernière, le taux d'investissement à prix constants a de nouveau atteint son niveau de 2001 (14,6 %).

FIGURE 10 Investissements des entreprises
(données corrigées des variations
saisonnnières et des effets calendaires)



Source: ICN, BFP

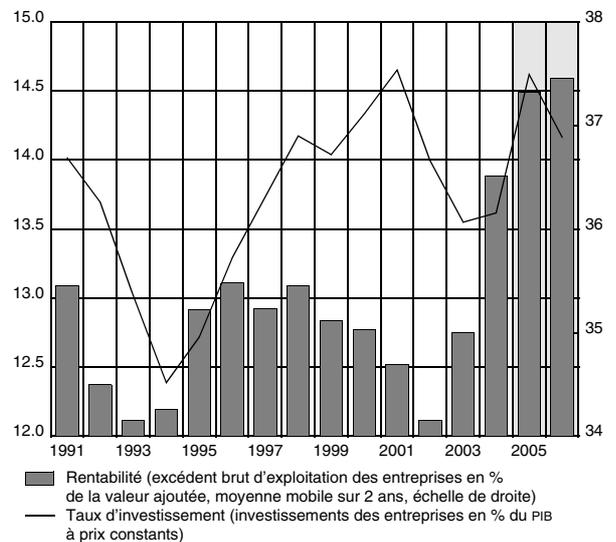
En dépit du prix élevé du pétrole, qui rabote les marges, la rentabilité des entreprises devrait se maintenir en 2006 suite à la hausse modérée du coût salarial par rapport à la hausse de la productivité du travail. Les conditions de financement aussi devraient rester favorables. La progression du taux d'uti-

- (5) En comptabilité nationale, la vente de bâtiments publics est considérée comme un désinvestissement des pouvoirs publics, compensé par un investissement des entreprises.
- (6) Suite à la réforme en 2002 du régime fiscal rendant le transport maritime sous pavillon belge plus attrayant.
- (7) Il est à remarquer que la croissance des investissements des entreprises en 2005 a été légèrement influencée à la baisse par une diminution des ventes de bâtiments publics mais a été à peine affectée par les investissements maritimes puisque leur volume était comparable en 2004 et 2005.

lisation des capacités de production industrielles (80,5 % au quatrième trimestre 2005, contre 78,2 % au deuxième trimestre, en chiffres désaisonnalisés) augmente en outre les opportunités d'investissements d'expansion. De plus, l'enquête de l'automne 2005 de la BNB sur les investissements dans l'industrie manufacturière laisse entrevoir une hausse nominale de 21,3 %⁸, en 2006, des investissements dans ce secteur, lequel est fortement axé sur l'exportation alors que l'enquête de conjoncture de la BNB montre un net rétablissement de la confiance des chefs d'entreprise depuis septembre 2005. Si l'on ne tient pas compte de l'achat de bâtiments publics et de bateaux, les investissements des entreprises devraient s'accélérer au cours de l'année, leur taux de croissance trimestriel moyen s'établissant à un peu plus de 1,2 %. Sur l'ensemble de l'année 2006, la croissance des investissements ne devrait pas dépasser 2,1 % compte tenu du point de départ moins favorable fin 2005.

Compte tenu de l'achat de bateaux et de bâtiments publics, les investissements des entreprises en 2006 diminuent de 1 % dans l'hypothèse où les importants investissements maritimes ne se répètent pas (voir tableau B.2). Par conséquent, le taux d'investissement à prix constants s'établit à 14,2 % en 2006.

FIGURE 11 Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand



Source: ICN, BFP

- (8) Ce chiffre doit être interprété avec prudence étant donné que les entrepreneurs se montrent généralement trop optimistes, dans l'enquête d'automne, en ce qui concerne la croissance des investissements au cours de l'année suivante.

➤➤ Investissements en logements

En 2005, les investissements en logements ont progressé de 3 %. Suite à l'augmentation plus marquée du revenu disponible des ménages à prix constants et à la persistance de taux hypothécaires relativement bas, la croissance réelle des investissements en logements devrait se maintenir à 2,5 % en 2006. Les indicateurs de l'enquête menée auprès des architectes sur l'évolution du nombre de projets immobiliers annoncent, environ un an à l'avance, l'évolution de l'activité dans le secteur de la construction. Ces indicateurs ont progressé au cours de l'année 2004, ont ensuite présenté quelques signes d'affaiblissement au premier semestre 2005 et sont ensuite repartis à la hausse. Conformément à ces prévisions, l'activité de construction de logements a quelque peu progressé au cours de l'année 2005. Cette année, la croissance trimestrielle des investissements en logements devrait se stabiliser. Cette tendance est étayée par l'évolution de la confiance des entrepreneurs dans le secteur de la construction, qui se maintient à un niveau élevé depuis quelques trimestres.

➤➤ Dépenses publiques

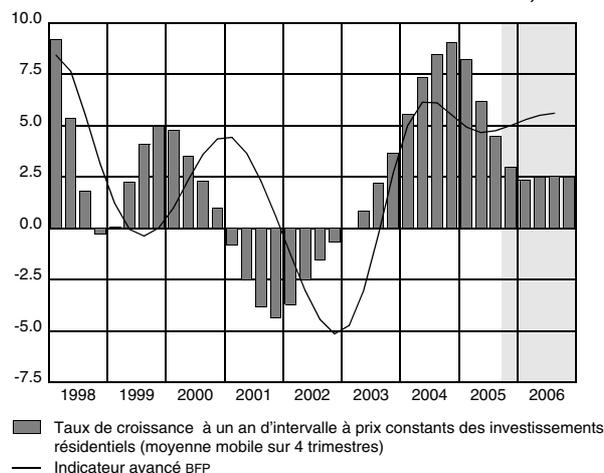
En 2005, la consommation publique à prix constants a crû beaucoup moins rapidement (1,1 %) que durant les six années précédentes (2,7 % en moyenne par an). Ce ralentissement est imputable à deux facteurs: premièrement, la croissance plus modérée des dépenses en matière de soins de santé en vue de respecter l'objectif budgétaire (après son dépassement en 2004) et, deuxièmement, la croissance plus modérée des achats de biens et services par la limitation d'un certain nombre de budgets. En 2006, la consommation publique devrait retrouver un rythme de croissance en rapport avec la hausse attendue des dépenses de soins de santé.

L'année dernière, les investissements publics ont progressé de 14,2 % à prix constants. Ce taux s'explique notamment par le plus faible produit de la vente de bâtiments publics⁹ par rapport à 2004 ainsi que par les travaux d'infrastructure des autorités locales qui devraient s'accroître fortement à

➤➤ Variations de stocks

L'accélération de la croissance économique entre la mi-2003 et le troisième trimestre 2004 s'est traduite par un accroissement sensible des stocks. De ce fait, en 2004, les variations de stocks ont contribué positivement à la croissance à hauteur de 0,4 point de pourcentage. Sous l'effet du fléchissement de la croissance observé entre le dernier trimestre 2004 et

FIGURE 12 Investissements résidentiels
(données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)



Source: ICN, BFP

l'approche des élections communales d'octobre 2006. Cette année, tant les autorités fédérales¹⁰ que locales devraient intensifier leurs efforts d'investissement, ce qui devrait se traduire par une progression de 15,2 %¹¹ de l'ensemble des investissements publics à prix constants. Les investissements publics contribueront significativement à la croissance économique en 2006 (0,3 point de pourcentage).

(9) En comptabilité nationale, la vente de bâtiments publics est considérée comme un désinvestissement des pouvoirs publics. (Voir les notes en bas de page dans la partie "Investissements des entreprises"). Si l'on ne tient pas compte des ventes de bâtiments publics, la croissance des investissements publics en 2005 est de 4,8 %.

(10) Investissements dans le Réseau express régional.

(11) Hors ventes de bâtiments publics, les investissements publics progressent, en 2006, de 13 % à prix constants.

le deuxième trimestre 2005, le nombre d'entrepreneurs jugeant le niveau de leurs stocks trop élevé a augmenté. Par conséquent, la constitution de stocks s'est ralentie en 2005 et sa contribution à la croissance économique est devenue négative (-0,5 point de pourcentage). En 2006, l'impact des variations de stocks sur la croissance devrait être neutre.

►► Exportations et importations

Deux facteurs sont importants pour les perspectives d'exportation de la Belgique: la croissance des marchés extérieurs et la compétitivité.

Les marchés extérieurs pertinents pour la Belgique, estimés sur la base des prévisions de croissance des importations de nos principaux partenaires commerciaux, ont connu une croissance de 5,8 % en 2005 contre 8,6 % en 2004. Ce ralentissement de la croissance des marchés extérieurs est parallèle à l'évolution du commerce mondial, qui n'a crû que de 7,3 % en 2005 contre 10,7 % en 2004. En 2006, la croissance des marchés extérieurs potentiels devrait légèrement accélérer (6,4 %) en base annuelle, tout comme le volume des échanges mondiaux.

La forte appréciation du taux de change effectif de la Belgique, observée sur la période 2001-2004, a pris fin en 2005. Alors que le taux de change effectif a encore légèrement progressé au cours du premier trimestre 2005, il a chuté au cours des trois trimestres suivants, principalement sous l'effet du recul de l'euro par rapport au dollar. Cette dépréciation a eu pour corollaire une amélioration de la position concurrentielle des exportateurs belges dans les pays en dehors de la zone euro. Sur l'ensemble de l'année 2005, le taux de change effectif s'est toutefois stabilisé (+0,1 %) en raison d'effets de niveau. En 2006, le taux de change effectif devrait légèrement progresser, tout en restant pratiquement stable en moyenne annuelle (-0,1 %). L'évolution du coût salarial horaire, qui, en 2005 et 2006, augmenterait plus rapidement que celui de nos trois principaux partenaires commerciaux, devrait affecter la position concurrentielle de la Belgique.

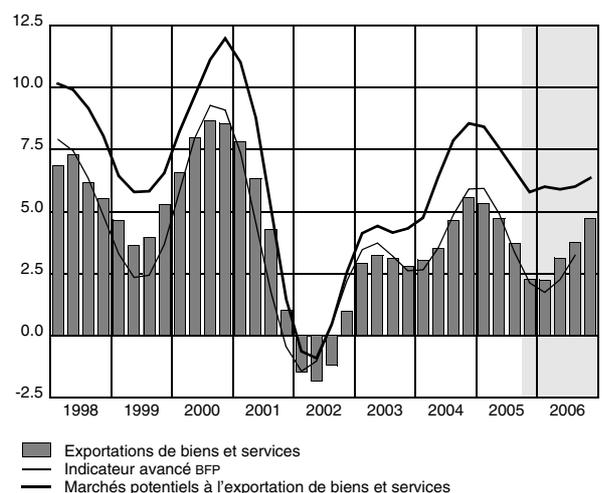
La croissance négative des exportations, observée au premier semestre 2005, s'est ensuite inversée pour s'établir à 2,2 % en base annuelle. Par conséquent, la perte de parts de marché, calculée sur la base de l'écart de croissance entre les marchés potentiels à l'exportation et les exportations, a fortement augmenté en 2005. En 2006, la croissance des exportations devrait s'accélérer pour atteindre 4,7 % sur base annuelle même si la dynamique s'essouffle un peu en cours du second semestre, à l'instar de la conjoncture internationale. Cette année, la perte de parts de marché devrait être moins importante suite au rétablissement de la compétitivité-prix.

En termes de volume, les importations devraient croître, en 2006, à un rythme moins élevé (4,1 %) que les exportations en raison de l'évolution modérée de la demande intérieure. Cela se traduit, toujours en 2006, par une contribution positive des exportations nettes de 0,7 point de pourcentage à la croissance économique.

En 2005, les prix internationaux hors énergie, exprimés en euros, ont à peine augmenté (0,2 %). Par contre, les prix à l'importation de la Belgique ont grimpé (6,9 %) sous l'effet de la flambée des prix du pétrole. En 2006, les prix internationaux hors énergie, exprimés en euros, progresseraient de 0,9 %. Dans la perspective d'une hausse plus ténue du cours du pétrole, la majoration des prix belges à l'importation devrait être plus limitée (2,8 %) qu'en 2005. Puisque les prix à l'exportation devraient, tout comme l'an dernier, augmenter moins rapidement que les prix à l'importation (2,3 % contre 6 % en 2005), les termes de l'échange devraient continuer à se dégrader, cédant 0,5 % contre 0,8 % en 2005.

En dépit d'une croissance des exportations nettes à prix constants, le solde des opérations courantes, exprimé en pourcentage du PIB, progresse à peine (2,6 % contre 2,4 % en 2005) suite à l'évolution défavorable des termes de l'échange.

FIGURE 13 Exportations de biens et services
Taux de croissance à un an d'intervalle à prix constants, moyennes mobiles sur 4 trimestres



Source: CPB, ICN, BFP

➤➤ Revenu national brut réel

Le revenu national brut (RNB) réel est un concept national (revenus des résidents), tandis que le PIB à prix constants concerne la valeur ajoutée produite sur le territoire. La différence entre ces deux concepts est fonction de l'évolution du solde des revenus primaires avec le reste du monde et de l'évolution des termes de l'échange.

En 2005, le RNB réel a augmenté dans une moindre mesure que le PIB à prix constants (respectivement 0,9 % et 1,5 %). Cet écart était entièrement dû à l'évolution négative des termes de l'échange, étant donné que le solde des revenus primaires avec le reste du monde a apporté une contribution légèrement positive à la croissance du RNB. L'évolution

négative des termes de l'échange s'explique par la hausse des prix du pétrole, laquelle entraîne des coûts supplémentaires qui ne sont pas entièrement répercutés dans les prix à l'exportation. En 2005, l'appréciation du taux de change effectif de la Belgique a néanmoins limité l'augmentation des autres prix à l'importation et a tempéré quelque peu la détérioration des termes de l'échange.

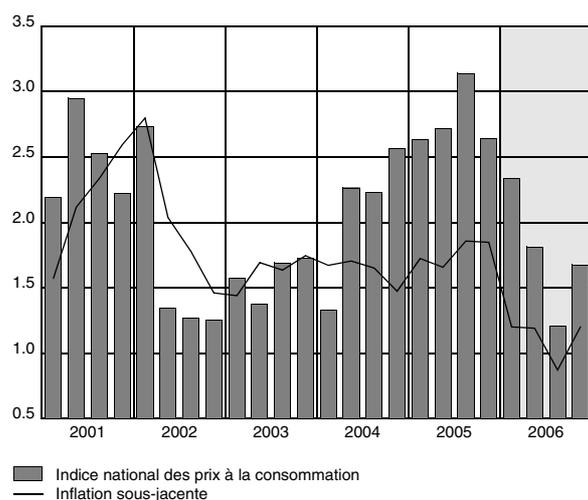
En 2006, vu la nouvelle dégradation des termes de l'échange causée par les prix élevés du pétrole et par une légère dépréciation du taux de change effectif de la Belgique, le taux de croissance du RNB réel devrait rester inférieur à celui du PIB à prix constants (respectivement 1,7 % et 2,2 %).

3. Evolution des prix et salaires

►► Evolution des prix intérieurs

En 2005, l'inflation mesurée sur base de l'indice national des prix à la consommation (INPC), s'est établie à 2,8 %. Toutefois, entre janvier et septembre, elle est passée de 2,3 % à 3,2 %. Cette évolution s'explique principalement par la hausse continue - de 44 dollars en janvier à 64 dollars en août - du prix du baril de Brent, hausse accentuée par la dépréciation de l'euro par rapport au dollar. Au quatrième trimestre, l'inflation est redescendue à 2,6 % en moyenne, à mesure que le prix du baril de Brent retombait à 57 dollars. En outre, l'évolution du prix des produits énergétiques a été influencée à la baisse par le remboursement aux ménages, d'octobre à décembre, d'une partie de la TVA sur le mazout. Cette mesure du gouvernement visait à limiter l'impact des hausses du cours du pétrole sur la facture énergétique des ménages¹².

FIGURE 14 Evolution trimestrielle de l'inflation
Taux de croissance à un an d'intervalle



Source: SPF Economie, BFP

Au terme d'une évolution relativement stable en 2003 et 2004, et en dépit d'une progression limitée des coûts salariaux, l'inflation sous-jacente¹³ est repartie à la hausse en 2005, passant de 1,6 % au pre-

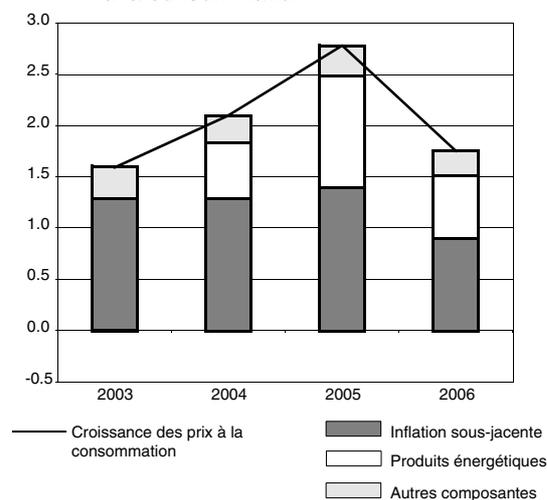
(12) Concrètement, un montant équivalent à maximum 17,35 % de la facture de mazout des particuliers a été remboursé, mais à la condition que cette réduction ne fasse pas repasser le prix du litre du gasoil de chauffage en dessous de 0,5 euro.

(13) Pour ce faire, l'INPC est épurée de l'impact des changements de prix d'origine administrative et de l'évolution des prix des composantes traditionnellement très volatiles. Le calcul de l'inflation sous-jacente exclut donc les éléments suivants : les modifications de la TVA, des accises, des autres impôts indirects et de la taxe de circulation, ainsi que l'évolution des prix de l'eau, des produits énergétiques, du tabac, des boissons alcoolisées, de la viande et des fruits et légumes frais.

mier trimestre à 1,9 % au quatrième trimestre. Cette hausse s'explique principalement par la répercussion progressive des hausses du prix du pétrole sur l'inflation sous-jacente. En 2004 et 2005, le prix du baril de Brent exprimé en euros a en effet progressé en moyenne de 32 % par an.

En 2006, l'inflation devrait retomber à 1,8 %. Le graphique 15 montre que cette évolution est due principalement à la nette baisse de l'inflation sous-jacente et à la moindre contribution des produits énergétiques à l'inflation (uniquement en raison de l'évolution des prix des carburants).

FIGURE 15 Décomposition de l'indice des prix à la consommation
Contribution (en %) à la croissance des prix à la consommation



Source: SPF Economie, BFP

Depuis janvier 2006, l'inflation est mesurée à l'aide d'un nouveau panier de produits, dont la composition est basée sur l'enquête sur le budget des ménages réalisée en 2004, alors que jusqu'en décembre 2005, c'étaient les habitudes de consommation des particuliers de 1996 qui servaient de référence. Etant donné que les prix d'un certain nombre de produits nouvellement ajoutés au panier (comme les téléphones portables et les ordinateurs) augmentent de façon beaucoup plus modérée, voire baissent, l'augmentation des prix mesurée selon le nouvel indice (base 2004) est moindre que celle calculée à l'aide de l'ancien indice des prix à la consommation (base 1996).

Bien que l'évolution des coûts salariaux reste très modérée, l'inflation sous-jacente subit les effets indirects de la hausse des prix du pétrole. Cette tendance est toutefois plus que compensée par la nouvelle composition du panier de l'index, qui a sur-

tout un effet sur l'inflation sous-jacente. Cette dernière s'établirait ainsi en 2006 à 1,1 %, contre 1,8 % l'année passée. Une comparaison entre la hausse de l'INPC (1,8 %) et celle du déflateur de la consommation privée (2,3 %) - lequel n'est pas influencé par l'instauration du nouvel indice - donne une idée de l'impact du passage à ce nouvel indice.

L'augmentation annuelle moyenne des prix du pétrole brut exprimée en euro devrait atteindre 24 % cette année, contre 42 % en 2005. Vu l'impact de cette hausse sur les prix de l'essence et du diesel, la contribution des produits énergétiques à l'inflation devrait être inférieure de 0,4 point de pourcentage à celle observée en 2005. De plus, cette année, la hausse du prix des carburants est tempérée par la suppression temporaire du "système du cliquet", en vertu duquel les accises sur l'essence et le diesel ont augmenté chaque année entre 2003 et 2005¹⁴. Toutefois, le système du "cliquet inversé"¹⁵, qui a été introduit à la mi-2005, a fait en sorte qu'à la fin de l'année, la hausse des accises sur le diesel avait été annulée pour les trois quarts. En revanche, les accises sur l'essence sont restées inchangées, étant donné que le plafond de 1,5 euro par litre n'a pas été dépassé. Bien qu'en principe, le système du cliquet

(14) Concrètement, le "système du cliquet" prévoit que toute baisse du prix de l'essence ou du diesel est compensée à 50 % par une augmentation des accises. Jusqu'en 2004, la hausse des accises, tant pour le diesel que pour l'essence, était plafonnée à 2,8 eurocentimes par litre par an. En 2005, le plafond pour le diesel a été porté à 3,5 eurocentimes, celui pour l'essence restant inchangé.

(15) Comme son nom l'indique, le système du "cliquet inversé" a pour but de compenser partiellement les hausses du prix de l'essence ou du diesel par une baisse des accises. Ce système n'entre en vigueur qu'à partir du moment où les prix du diesel ou de l'essence dépassent respectivement 1,1 et 1,5 euro par litre.

inversé existe toujours, il n'est plus appliqué automatiquement. De ce fait, la projection suppose que les accises sur l'essence et le diesel resteront inchangées en 2006. Cette hypothèse implique que le montant moyen des accises pour un litre de diesel serait environ 3 % plus bas qu'en 2005, tandis que pour l'essence, il y aurait une augmentation de plus de 1 %.

Cette année, malgré la moindre augmentation des prix du pétrole, la contribution des produits énergétiques utilisés à des fins de chauffage et d'éclairage devrait être de même ampleur qu'en 2005, étant donné qu'une série de facteurs se compensent l'un l'autre. En effet, si le prix du mazout augmente moins, en revanche, les prix du gaz et de l'électricité augmentent plus qu'en 2005. Les prix du gaz réagissent, il est vrai, avec plusieurs mois de retard à l'évolution des prix du pétrole brut. Toutefois, cette augmentation est limitée, vu que dans le prolongement de la ristourne sur la facture de mazout (cf. supra), le gouvernement accorde une réduction de 6,4 % sur la facture de gaz durant le premier semestre 2006. Vu que la baisse exceptionnelle du prix de l'électricité observée en 2005 ne devrait pas se reproduire cette année, la contribution des prix de l'électricité à l'inflation sera plus importante en 2006 qu'en 2005.

L'année passée, l'indice santé, qui ne tient pas compte de l'évolution des prix des carburants, des boissons alcoolisées et du tabac, a augmenté de 2,2 %. En 2006, la hausse de l'indice santé devrait retomber à 1,7 % grâce à l'évolution moins soutenue de l'inflation sous-jacente. Ce taux de progression se rapproche davantage de celui de l'INPC, étant donné que la contribution des prix des carburants à l'inflation devrait fortement baisser en 2006.

➤➤ Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales

L'indice pivot pour le secteur public a été dépassé pour la dernière fois en juillet 2005. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, le prochain dépassement de l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 104,14) devrait se produire en novembre 2006. En conséquence, les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique devraient être adaptés à l'augmentation du coût de la vie à hauteur de 2 %, respectivement en décembre 2006 et en janvier 2007.¹⁶

(16) La loi-programme du 2 janvier 2001 (MB 13.01.2001, art. 24-26) a modifié les lois d'août 1971 et de mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation. Depuis début 2001, les allocations sociales sont indexées un mois après que l'indice santé lissé (moyenne mobile sur quatre mois) a atteint l'indice pivot. Les modalités d'indexation des salaires de la fonction publique restent inchangées. Ces derniers sont donc adaptés à l'augmentation du coût de la vie deux mois après le dépassement de l'indice pivot.

➤➤ Evolution salariale dans le secteur marchand

Evolution du coût salarial

Avec des taux de croissance respectifs de 1,7 % et de 2,2 % en 2003 et 2004, la hausse cumulée des coûts salariaux horaires au cours de ces deux années (3,9 %) s'est située largement en deçà de la norme de

croissance indicative de 5,4 % applicable au coût salarial par heure prestée, sur laquelle les partenaires sociaux étaient tombés d'accord dans le cadre de l'accord interprofessionnel pour la période 2003-

2004. Cette croissance modérée était principalement due à une hausse des salaires bruts hors indexation plus limitée que prévu par l'accord interprofessionnel, soit 1,2 % au lieu de 2,4 %. De plus, suite à une baisse du taux implicite de cotisations patronales au sens large¹⁷, la croissance des coûts salariaux nominaux horaires a été de 0,2 point de pourcentage inférieure à celle des salaires horaires bruts nominaux.

(17) A savoir les cotisations patronales payées à la sécurité sociale et aux autorités fédérales, les cotisations fictives et les cotisations extralégales (payées au secteur des assurances), exprimées en pourcentage de la masse salariale brute.

TABEAU 1 Formation du coût salarial dans le secteur marchand

	2003	2004	2005	2006
Coût salarial horaire nominal	1,7	2,2	2,5	2,4
Augmentation imputable aux éléments suivants:				
Indexation automatique	1,3	1,6	2,1	1,8
Cotisations patronales totales ^a	0,4	-0,5	-0,2	0,0
Hausse salariale horaire brute avant indexation ^b	0,0	1,1	0,6	0,6

a. Cotisations patronales légales, extra-légales et fictives.

b. Hausses salariales conventionnelles réelles plus dérive salariale.

Dans le cadre de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité, les partenaires sociaux ont conclu, en janvier 2005, un projet d'accord interprofessionnel valable pour la période 2005-2006. Cet accord propose une hausse salariale horaire cumulée de 4,5 % sur deux ans comme norme indicative pour les négociations salariales au niveau sectoriel et de l'entreprise. Cette norme tient compte d'une progression globale de 3,3 % de l'indice santé sur deux ans, si bien que la croissance des salaires horaires bruts avant indexation serait de 1,2 %. L'hypothèse de travail retenue ici est que cette hausse salariale horaire brute réelle se répartit uniformément sur les années 2005 et 2006, ce qui représente une hausse de 0,6 % par an.

Sous l'effet de la flambée inattendue des prix de l'énergie depuis début 2005, la hausse cumulée de l'indice santé en 2005 et 2006 devrait dépasser de 0,6 point de pourcentage l'indexation prévue à l'ori-

gine dans l'accord interprofessionnel. La hausse cumulée du salaire horaire brut nominal dans le secteur marchand devrait ainsi atteindre 5,2 %.

En 2005 et 2006, l'influence des cotisations patronales sur l'évolution du coût salarial horaire devrait être assez limitée. L'année passée, le taux implicite de cotisations patronales au sens large a diminué de 0,2 point de pourcentage grâce à l'évolution modérée des cotisations payées à la sécurité sociale. En 2006, les cotisations patronales extralégales et fictives devraient augmenter plus rapidement que la masse salariale brute, tandis que les cotisations patronales payées à la sécurité sociale augmenteraient un peu plus lentement que la masse salariale brute. Par conséquent, le taux implicite de cotisations patronales au sens large devrait se stabiliser en 2006. L'un dans l'autre, la hausse cumulée des coûts salariaux horaires nominaux en 2005-2006 (5 %) devrait être légèrement inférieure à celle des salaires horaires bruts nominaux.

Réduction des charges salariales

En 2006, les réductions des charges salariales des entreprises augmenteront de 747 millions, atteignant ainsi 5 960 millions sur l'année. Cette augmentation est à mettre principalement sur le compte des subventions salariales (+556 millions) via l'application de la mesure "travail en équipes et travail de nuit" (hausse du taux de 2,5 % en 2005 à 5,63 % en 2006) et des hausses budgétaires déjà prévues pour le Maribel social. A cela s'ajoutent les réductions de cotisations patronales (+192 mil-

lions), principalement réalisées via les nouvelles réductions pour les jeunes travailleurs à faibles revenus (120 millions en 2006).

Depuis 2005, et surtout en 2006, le "bonus crédit d'emploi" est encore renforcé pour les travailleurs à faibles revenus via des relèvements échelonnés de la limite des bas salaires et de la limite supérieure de la réduction des cotisations personnelles.

TABEL 2 Réductions ex ante des charges salariales dans le secteur marchand 1995-2005*(millions d'euros)*

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Réductions des cotisations patronales	1035	1306	1185	1521	1495	2564	2934	2961	3020	3613	4057	4248
Subventions salariales	0	0	13	86	210	432	525	496	634	833	1156	1711
Total employeurs	1035	1306	1198	1607	1705	2996	3459	3457	3654	4446	5212	5960
Bonus crédit d'emploi	0	0	0	0	0	93	103	93	154	159	239	521

Evolution de la part salariale

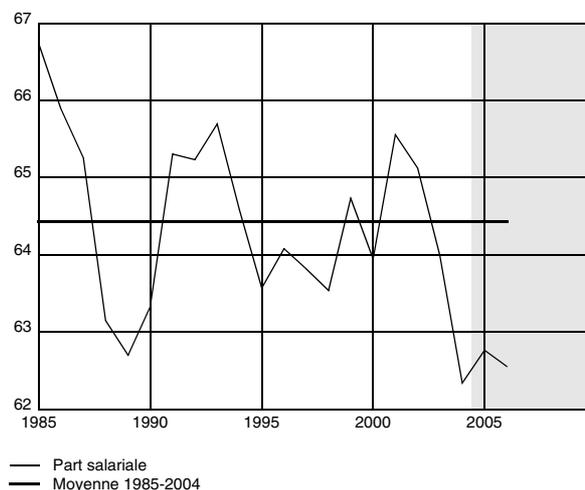
Durant la période 1995-2000, la part salariale¹⁸ a oscillée autour de 64 %. Son redressement sensible observé en 2001, année où elle a atteint 65,6 % - avec, pour corollaire, la diminution de la rentabilité - peut être imputé à deux facteurs. Premièrement, les salaires hors index ont augmenté plus rapidement que la productivité (qui a stagné). Et deuxièmement, l'indexation des salaires dans le secteur privé a été nettement supérieure à la croissance du déflateur de la valeur ajoutée.

En 2002, ces différents déterminants se sont compensés les uns les autres, si bien que la part salariale s'est plus ou moins stabilisée. D'une part, les salaires hors index ont augmenté dans une moindre mesure que la productivité, mais d'autre part, l'indexation des salaires a continué à être supérieure à la croissance du déflateur de la valeur ajoutée.

En 2003 et 2004, la part salariale s'est sensiblement repliée sous l'effet conjugué de deux facteurs: une croissance de la productivité plus importante que celle du coût salarial réel et une indexation des salaires inférieure à la croissance du déflateur de la valeur ajoutée suite à l'augmentation des prix de

l'énergie. En 2005 et 2006, la part des revenus du travail dans la valeur ajoutée est un peu plus élevée qu'en 2004 du fait du faible gain de productivité en 2005. Sur l'ensemble des deux années, la part salariale - 62,7 % en moyenne - reste largement en deçà de la moyenne de ces vingt dernières années.

FIGURE 16 Evolution de la part salariale
En pourcentage de la valeur ajoutée, secteur des entreprises



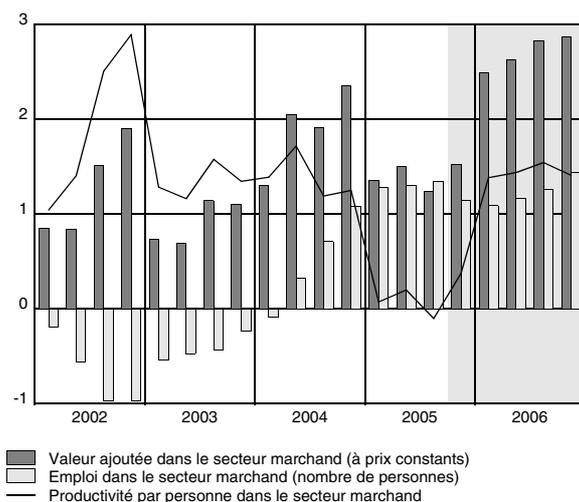
(18) Calculée ici comme la part des coûts salariaux dans la valeur ajoutée du secteur institutionnel des entreprises.

Source: ICN, BFP

4. Marché du travail

La croissance à un trimestre d'intervalle (calculée sur la base de données désaisonnalisées) de la valeur ajoutée dans le secteur marchand¹⁹ a chuté au début 2005 (de +0,4 % au quatrième trimestre 2004 à -0,3 % au premier trimestre 2005). Cet effondrement de l'activité a certes été de très courte durée : la croissance est repartie à la hausse dès le deuxième trimestre (+0,6 %), s'est maintenue à ce niveau au cours du deuxième semestre et devrait encore un peu s'intensifier dans le courant de l'année 2006 (+0,8 % au deuxième trimestre et +0,7 % au second semestre). Ce profil trimestriel explique pourquoi la croissance à un an d'intervalle de la valeur ajoutée passe subitement de 2,3 % à la fin 2004 à 1,4 % début 2005, oscille autour de 1,4 % durant toute l'année 2005, et rebondit ensuite à 2,5 % début 2006. Cette année, la croissance de la valeur ajoutée devrait se consolider pour atteindre progressivement 2,9 % à la fin de l'année.

FIGURE 17 Evolution de la valeur ajoutée, de l'emploi et de la productivité
Taux de croissance à un an d'intervalle



Source: ICN, BFP

Selon les statistiques actuellement disponibles (chiffres de l'emploi jusqu'au troisième trimestre 2005; chiffres du chômage pour l'ensemble de l'année 2005), le ralentissement conjoncturel observé début 2005 aurait peu affecté l'évolution de l'emploi dans le secteur marchand. A un trimestre d'intervalle, le nombre d'emplois dans le secteur marchand a continué de progresser de 0,3 % au cours des deuxième et troisième trimestres 2005. Au quatrième trimestre, la croissance de l'emploi à un trimestre d'intervalle devrait se maintenir à 0,2 % pour ensuite atteindre progressivement 0,4 % à la fin 2006.

(19) Y compris l'emploi ayant pour cadre le "programme titres-services".

Par conséquent, la croissance à un an d'intervalle de l'emploi sur la période 2005-2006 présente un profil assez plat (ralentissement limité de 1,3 % début 2005 à 1,1 % fin 2005 et, ensuite, légère accélération à 1,4 % vers la fin 2006), de sorte que le ralentissement à un an d'intervalle de l'activité économique en 2005 est presque totalement absorbé par des gains de productivité temporairement moindres.

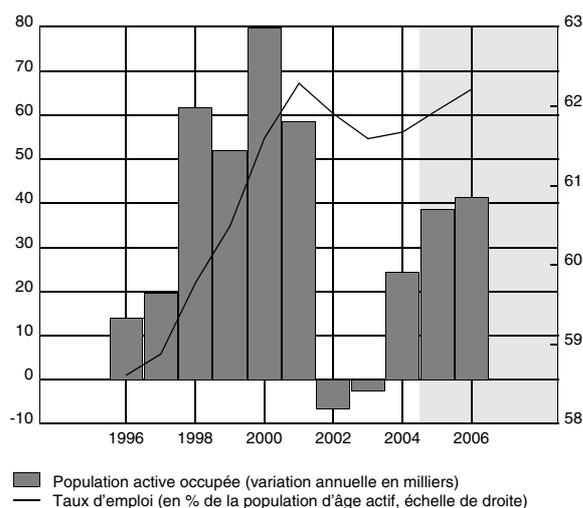
En moyennes annuelles, la croissance de la valeur ajoutée passe de 2,1 % en 2004 à 1,4 % en 2005, tandis que la croissance de la productivité horaire tombe de 1,6 % à 0,3 %. Vu le caractère cyclique de l'évolution de la durée effective du travail par travailleur à temps plein (en légère hausse lors de la croissance économique soutenue de 2004, en légère baisse suite au ralentissement de la conjoncture en 2005), la diminution de la croissance de la productivité par tête est encore un peu plus prononcée (de 1,6 % en 2004 à 0,2 % en 2005).

L'évolution tendancielle de la durée du travail reste légèrement négative, étant donnée l'augmentation structurelle de la part du travail à temps partiel dans l'emploi salarié. Cette tendance est toujours soutenue par l'élargissement sensible du nombre de personnes pouvant bénéficier de programmes de réduction de temps de travail subventionnés par les pouvoirs publics. Le nombre de travailleurs du secteur marchand qui touchent une allocation de l'ONEM dans le cadre d'une interruption de carrière à temps partiel ou pour cause de chômage partiel involontaire a augmenté de 18 400 unités en 2004 et de 19 700 unités en 2005 et devrait encore croître de 13 900 unités en 2006. De ce fait, la part globale de ces deux catégories de travailleurs dans l'emploi salarié marchand passe de 4,6 % en 2003 à 6,4 % en 2006.

Toutefois, comme ce fut le cas en 2004, la relance de l'activité économique (croissance de 2,4 % de la valeur ajoutée) devrait aller de pair, en 2006, avec une légère augmentation de la durée du travail par travailleur à temps plein. Cette hausse annulerait l'impact négatif du pourcentage croissant de travailleurs à temps partiel. De ce fait, la durée moyenne du travail par salarié dans le secteur marchand devrait rester constante : la croissance de la productivité, tant par tête que par heure, atteindrait 1,1 % l'année prochaine. En 2005 et 2006, la croissance de la productivité est tempérée par l'évolution très modérée des salaires bruts hors index (voir chapitre "Evolution des prix et des salaires") et par l'augmentation supplémentaire du nombre de personnes pouvant, dans le cadre du plan Activa, prétendre à un subside d'activation de l'ONEM (+8 500 personnes en 2005 et +3 600 personnes en 2006).

Le fait qu'en moyenne annuelle, la croissance de l'emploi marchand s'avère nettement plus élevée en 2005 qu'en 2004 (1,3 % contre 0,5 %) peut paraître surprenant, vu que la croissance économique a été sensiblement moins soutenue en 2005. Deux facteurs peuvent expliquer cette situation. D'une part, comme évoqué plus haut, le marché du travail a vraisemblablement été peu affecté par l'effondrement de la conjoncture, vu le caractère très temporaire du ralentissement de la croissance. D'autre part, il convient de tenir compte du profil trimestriel de l'évolution de l'emploi sur la période 2003-2004: la croissance moyenne de l'emploi en 2005 profite encore du profil trimestriel à la hausse en 2004 (effet d'acquis de croissance positif de 0,5 %), alors qu'en 2004, la croissance moyenne de l'emploi n'est pas soutenue par la création d'emplois enregistrée dans le courant de l'année 2003 (effet d'acquis de croissance de -0,1 %). En 2006, la croissance de l'emploi marchand devrait atteindre 1,3 %, avec un effet d'acquis de croissance positif de l'ordre de 0,4 %.

FIGURE 18 Evolution de l'emploi et du taux d'emploi
Moyennes annuelles



Source: SPF Emploi, BFP

Le nombre d'emplois (bruts) dans le secteur marchand financés par le "programme des titres-services" passe de 4 300 en 2004 à respectivement 13 100 en 2005 et 19 500 en 2006. Toutefois, une grande partie de cette création d'emplois consiste en la transformation d'emplois d'ALE²⁰ ou de travail au noir (effectué dans la sphère domestique) en travail régulier (effectué dans le secteur des entreprises), si bien que l'impact net sur l'emploi global (secteur marchand, y compris emplois titres-services et le travail presté dans la sphère domestique) reste assez limité. Dans l'administration, l'emploi a - pour la première fois en dix ans - diminué légèrement en 2005 (de 300 personnes), mais devrait de nouveau augmenter en 2006 (de 1 300 personnes). Au total, l'accroissement de la population active

(20) Agences locales pour l'emploi.

occupée (emploi marchand, emploi public, emploi domestique et solde des travailleurs frontaliers) s'est chiffrée à 38 600 personnes en 2005 (croissance de 0,9 %) et devrait être de 41 400 personnes en 2006 (croissance de 1 %), contre 24 400 personnes seulement en 2004 (croissance de 0,6 %).

Vu que les cohortes moins denses nées pendant la guerre atteignent l'âge de 65 ans, la population en âge de travailler augmente encore sensiblement en 2005 (de 31 900 personnes) et en 2006 (de 37 100 personnes), si bien que le taux d'emploi ne progresse que modérément (de 61,7 % à 61,9 % en 2005 et 62,2 % en 2006) et reste légèrement sous le niveau atteint en 2001 (62,3 %).

Dans le même temps, la population des 55-64 ans gagne 28 600 personnes en 2005 et 37 600 personnes en 2006, tandis que le nombre de trentenaires diminue de 30 100 personnes en 2005 et de 28 900 personnes en 2006. La structure de la population d'âge actif évolue donc dans le sens d'un accroissement des classes d'âge associées à des taux d'activité relativement bas, tandis que celles traditionnellement caractérisées par les taux d'activité les plus élevés cèdent du terrain. Dès lors, l'ensemble des changements démographiques contribue à peine à l'augmentation de l'offre de travail.

Le fait que la population active²¹ augmente encore sensiblement en 2005 (de 38 900 personnes ou 0,8 % en 2005 et de 35 800 personnes ou 0,7 % en 2006) s'explique plutôt par une tendance structurelle, à savoir la participation croissante des femmes au marché du travail à mesure que d'anciennes cohortes sont remplacées par des générations où le taux de participation des femmes est plus élevé. Ce phénomène est encore renforcé par la réforme des pensions (relèvement progressif de l'âge légal de la pension pour les femmes), qui entraîne notamment une augmentation importante du nombre de femmes de 60 à 64 ans encore présentes sur le marché de l'emploi. Pour cette seule raison, la population active augmente de 7 900 personnes en 2005. En 2006, année où l'âge légal de la pension passe de 63 à 64 ans, ce facteur à lui seul devrait même entraîner un accroissement supplémentaire de la population active de 11 100 unités.

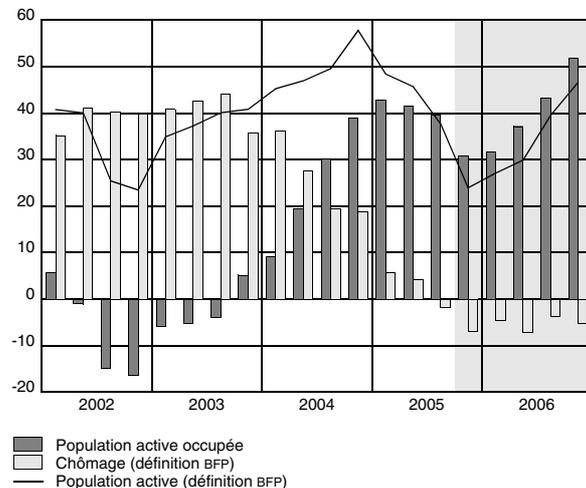
Malgré la forte augmentation absolue de la population active, le taux d'activité global²² ne progresse que faiblement, passant de 72,1 % en 2004 à 72,3 % en 2005 et à 72,4 % en 2006. Le caractère limité de cette hausse s'explique une nouvelle fois par la

(21) Au sens large, y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi ("chômeurs âgés").

(22) Défini ici comme le rapport entre, d'une part, la population active au sens large à partir de 15 ans, et, d'autre part, la population d'âge actif (15-64 ans).

pression à la baisse exercée, *ceteris paribus*, par l'évolution de la structure des âges au sein de la population d'âge actif.

FIGURE 19 Evolution de la population active occupée, du chômage et de la population active
Variation à un an d'intervalle en milliers



Source: ICN, ONEM, BFP

En 2005, après trois années successives de forte progression, les chiffres du chômage²³ se sont stabilisés en moyenne annuelle (légère augmentation de 300 personnes). A un trimestre d'intervalle (exception faite du deuxième trimestre), le chômage a même baissé durant toute l'année écoulée. Toutefois, la moyenne annuelle pour 2005 est encore influencée par un effet d'acquis de croissance positif lié à l'année 2004. En 2006, la création d'emplois devrait continuer à rester constamment supérieure à l'aug-

(23) Au sens large (définition BFP) : les demandeurs d'emploi enregistrés auprès des services régionaux de placement, plus les "chômeurs âgés", abstraction faite de la rupture causée par l'inclusion, depuis octobre 2004, de l'ensemble des travailleurs ALE dans le nombre officiel des chômeurs complets indemnisés.

mentation de l'offre de travail, si bien que la baisse du chômage devrait se poursuivre, cette fois tant en moyenne annuelle (-5 600 unités) que par trimestre. En pourcentage, le chômage est passé de 14,4 % à 14,3 % en 2005 et reculerait à 14,1 % en 2006. Le taux de chômage selon la méthode de calcul utilisée par Eurostat pour la Belgique²⁴ est resté stable en 2004 et 2005 (8,4 %) et se tasserait légèrement en 2006 (8,3 %).

Au sein du chômage au sens large (définition BFP), le nombre de "chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi" ("chômeurs âgés") continue de baisser: moins 11 200 personnes en 2005 et moins 7 700 personnes en 2006²⁵. Cette baisse est toutefois plus que compensée par la forte progression du nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi de 50 ans et plus (+16 300 personnes en 2005 et +19 000 personnes en 2006).

Malgré le recul du chômage (définition BFP), le nombre total de personnes pouvant prétendre à une allocation de l'ONEM²⁶ continue à progresser fortement: +25 700 personnes en 2005 (croissance de 2,5 %) et +16 800 personnes en 2006 (croissance de 1,6 %). Le découplage entre, d'une part, l'évolution du chômage (définition BFP), et, d'autre part, le nombre d'ayants droit à une allocation de l'ONEM, s'observe déjà depuis le début de cette décennie. Ce phénomène s'explique essentiellement par la forte augmentation du nombre de personnes occupées qui peuvent prétendre à une allocation de l'ONEM, c'est-à-dire principalement les personnes en interruption de carrière à temps partiel, les chômeurs partiels involontaires bénéficiant d'une allocation et les personnes engagées dans divers programmes d'activation.

(24) Source: enquête INS sur les forces de travail.

(25) Par la mesure relevant l'âge d'accès au statut de "chômeur âgé" de 50 à 58 ans.

(26) Excepté le chômage temporaire.

➤➤ Annexe

Tableau A.	Environnement international et indicateurs financiers
Tableau B.1.	PIB et principales catégories de dépenses à prix courants
Tableau B.2.	PIB et principales catégories de dépenses à prix constants
Tableau B.3.	Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses
Tableau B.4.	Masse salariale dans le secteur marchand: évolution et déterminants
Tableau B.5.	Situation sur le marché de l'emploi
Tableau B.5.bis	Situation sur le marché de l'emploi - détail
Tableau B.6.	Compte des particuliers
Tableau B.7.	Revenu disponible réel des particuliers
Tableau B.8.	Compte des entreprises
Tableau B.9.	Opérations avec le reste du monde

Tableau A. Environnement international et indicateurs financiers*Taux de croissance, sauf indications contraires*

	2003	2004	2005	2006
Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique	4.3	8.6	5.8	6.4
Taux de change nominal effectif pour la Belgique (1) (2)	3.8	1.1	0.1	-0.1
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros) (2)	113.1	124.4	124.4	122.5
Prix mondiaux				
Biens hors énergie (en euro) (3)	-5.3	-1.3	0.2	0.9
Énergie (Brent: USD par baril)	28.8	38.2	54.4	66.5
Taux d'intérêt zone euro (niveau)				
Court terme (euribor à 3 mois) (2)	2.3	2.1	2.2	2.9
Long terme (10 ans) (4) (2)	4.1	4.1	3.4	3.6
Taux d'intérêt belges (niveau)				
Court terme (tarif interbancaire, 3 mois)	2.3	2.1	2.2	2.9
Long terme (OLO, 10 ans)	4.1	4.1	3.4	3.6

(1) Un chiffre positif (néгатif) indique une appréciation (dépréciation)

(2) Pour les valeurs futures: hypothèse technique basée sur les cotations à terme

(3) Taux de croissance pondéré des prix à l'exportation des biens (hors énergie) provenant de nos partenaires commerciaux

(4) Moyenne pondérée des pays de la zone euro

Tableau B.1. PIB et principales catégories de dépenses à prix courants*En mld d'euros*

	2003	2004	2005	2006
Dépenses de consommation finale des particuliers	146.92	152.84	159.62	165.92
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	63.09	66.07	68.95	71.85
a. Achats nets de biens et services	5.75	5.97	6.01	6.26
b. Salaires, traitements et pensions	33.73	34.68	36.23	37.42
c. Prestations sociales en nature	18.93	20.60	21.43	22.77
Formation brute de capital fixe	51.62	54.26	59.08	61.16
a. Investissements des entreprises (1)	34.70	36.04	39.52	39.89
b. Investissements des pouvoirs publics	4.51	4.59	5.28	6.24
c. Investissements en logements	12.41	13.63	14.29	15.03
Variation de stocks	0.81	3.34	2.14	2.25
Dépenses nationales totales	262.45	276.50	289.80	301.19
Exportations de biens et services	222.48	241.52	261.54	280.32
Importations de biens et services	210.34	229.93	252.88	270.77
Produit Intérieur Brut	274.58	288.09	298.46	310.74
Revenu National Brut	278.37	290.70	301.75	314.17

(1) Y compris indépendants et ISBL

Tableau B.2. PIB et principales catégories de dépenses à prix constants*Taux de croissance*

	2003	2004	2005	2006
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.9	1.5	1.2	1.6
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	2.5	2.0	1.1	1.8
a. Achats nets de biens et services	2.5	3.0	-2.7	1.8
b. Salaires, traitements et pensions	1.2	0.8	1.3	1.4
c. Prestations sociales en nature	5.1	4.5	0.9	2.9
Formation brute de capital fixe	-0.7	4.2	8.0	1.3
a. Investissements des entreprises (1)	-2.3	3.1	8.9	-1.0
b. Investissements des pouvoirs publics	1.3	1.3	14.2	15.2
c. Investissements en logements	3.8	9.0	3.0	2.5
Variation de stocks (2)	0.0	0.4	-0.5	0.0
Dépenses nationales totales	1.0	2.6	2.1	1.6
Exportations de biens et services	2.9	6.2	2.2	4.7
Importations de biens et services	3.1	6.4	2.9	4.1
Exportations nettes (2)	-0.1	0.1	-0.5	0.7
Produit intérieur brut	0.9	2.6	1.5	2.2
Revenu intérieur brut réel	0.8	2.2	0.7	1.7
Revenu national brut réel	1.0	1.7	0.9	1.7

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Contribution à la croissance du PIB

Tableau B.3. Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses*Taux de croissance*

	2003	2004	2005	2006
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.6	2.5	3.2	2.3
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	2.2	2.7	3.2	2.4
a. Achats nets de biens et services	-3.0	0.8	3.3	2.4
b. Salaires, traitements et pensions	2.5	2.0	3.2	1.9
c. Prestations sociales en nature	3.4	4.2	3.2	3.2
Formation brute de capital fixe	1.2	0.8	0.8	2.2
a. Investissements des entreprises (1)	1.1	0.7	0.7	1.9
b. Investissements des pouvoirs publics	0.1	0.4	0.7	2.5
c. Investissements en logements	1.2	0.8	1.8	2.6
Dépenses nationales totales	1.9	2.7	2.7	2.3
Exportations de biens et services	-2.1	2.2	6.0	2.3
Importations de biens et services	-2.0	2.8	6.9	2.8
Termes de l'échange	-0.1	-0.5	-0.8	-0.5
Produit Intérieur Brut	1.7	2.3	2.1	1.9
<i>Pro memori:</i>				
Déflateur des dépenses finales totales	0.0	2.4	4.2	2.3
Contributions:				
(a) Coûts d'origine intérieure = (a1)+(a2)+(a3)	0.9	1.3	1.2	1.0
(a1) Coûts salariaux par unité produite	0.2	0.1	0.7	0.4
(a2) Impôts indirects nets de subsides par unité produite	0.0	0.4	0.1	0.1
(a3) Marge bénéficiaire par unité produite (2)	0.7	0.8	0.4	0.5
(b) Coût des importations	-0.9	1.2	3.0	1.3

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Excédent brut d'exploitation de l'économie nationale et revenu mixte des indépendants

Tableau B.4. Masse salariale dans le secteur marchand: évolution et déterminants*Taux de croissance annuels moyens, sauf indications contraires*

	2003	2004	2005	2006
<i>Salariés dans le secteur marchand</i>				
Coût salarial par heure effective	1.7	2.2	2.5	2.4
Coût salarial par personne	1.4	2.2	2.3	2.4
Salaire brut par heure effective	1.3	2.7	2.7	2.4
Salaire brut par personne	1.1	2.7	2.5	2.4
Indexation	1.3	1.6	2.1	1.8
Salaire brut par heure effective hors indexation	0.0	1.1	0.6	0.6
Salaire brut par personne hors indexation	-0.2	1.1	0.4	0.6
Emploi (nombre d'heures)	-0.5	0.7	1.3	1.5
Emploi (nombre de personnes)	-0.3	0.7	1.4	1.5
Masse salariale y compris cotisations patronales (1)	1.2	2.9	3.8	4.0
Masse salariale hors cotisations patronales	0.8	3.5	4.0	4.0
<i>Taux implicites de cotisations (en % de la masse salariale brute)</i>				
Cotisations patronales (sensu lato) (1)	34.7	34.0	33.8	33.8
Cotisations patronales (sensu stricto) (2)	25.1	24.7	24.4	24.3
Cotisations des salariés (3)	11.4	11.5	11.4	11.1
<i>Inflation et indexation</i>				
Inflation: indice national des prix à la consommation	1.6	2.1	2.8	1.8
Inflation: indice santé	1.5	1.6	2.2	1.7
Indexation rémunérations secteur public	1.3	1.3	2.3	1.5
Indexation des prestations sociales	1.3	1.3	2.3	1.3
<i>Secteur marchand (salariés et indépendants)</i>				
Valeur ajoutée à prix constants	1.1	2.1	1.4	2.4
Emploi (nombre d'heures)	-0.6	0.5	1.1	1.3
Productivité horaire	1.7	1.6	0.3	1.1

(1) Y compris les cotisations patronales fictives, extra-légales et les cotisations perçues par le pouvoir fédéral

(2) Cotisations patronales reçues par la Sécurité sociale

(3) A l'exclusion des cotisations personnelles libres

Tableau B.5. Situation sur le marché de l'emploi*En milliers (moyennes annuelles)*

	2003	2004	2005	2006
I. Population totale (II+III)	10376.1	10421.1	10457.1	10479.2
I.bis Population d'âge actif	6804.8	6835.2	6867.1	6904.2
II. Population inactive (concept BFP)	5500.4	5495.6	5492.6	5479.0
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	4875.7	4925.6	4964.5	5000.2
IV. Emploi intérieur	4140.8	4164.5	4203.0	4244.1
(a) Salariés	2687.4	2706.7	2741.3	2779.9
(b) Indépendants	677.7	675.3	679.5	680.7
(c) Emploi public	775.6	782.5	782.2	783.5
V. Travailleurs frontaliers (solde)	50.3	51.0	51.1	51.3
VI. Chômage (concept BFP)	684.6	710.1	710.4	704.8
(a) Chômeurs complets indemnisés (1)	412.8	434.8	443.4	445.8
(b) Autres chômeurs inscrits obligatoirement	84.7	92.3	92.8	92.6
(c) Demandeurs libres inoccupés	40.7	46.1	48.4	48.4
(d) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (2)	146.4	136.9	125.7	118.0
Taux de chômage (VI)/(III)	14.0	14.4	14.3	14.1
Taux d'activité (III)/(I.bis)	71.7	72.1	72.3	72.4
Taux d'emploi (IV+V/I.bis)	61.6	61.7	61.9	62.2
<i>Pro memori</i>				
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat)	8.2	8.4	8.4	8.3

(1) Hors emplois ALE

(2) Définition Statinfo (concept paiements)

Tableau B.5.bis Situation sur le marché de l'emploi - détail*En milliers (moyennes annuelles)*

	2003	2004	2005	2006
I. Population totale (II+III)	10376.1	10421.1	10457.1	10479.2
I.bis Population d'âge actif	6804.8	6835.2	6867.1	6904.2
II. Population inactive (concept BFP)	5500.4	5495.6	5492.6	5479.0
<i>dont: avec allocation ONEM</i>	171.6	176.1	180.4	185.7
- dispenses pour raisons sociales et familiales (1)	6.7	5.8	7.0	8.5
- dispenses pour reprise d'études (1)	15.4	16.7	19.2	21.4
- interruptions complètes de carrière (1)(2)	28.4	28.6	29.0	29.1
- prépensions conventionnelles à temps plein (1)	107.9	109.9	109.0	109.5
- chômeurs complets en formation professionnelle (1)	13.2	15.1	16.2	17.2
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	4875.7	4925.6	4964.5	5000.2
IV. Emploi intérieur	4140.8	4164.5	4203.0	4244.1
<i>dont: effectifs enregistrés par l'ONEM/FOREM/ORBEM/VDAB (3):</i>	289.0	331.3	360.9	375.1
<i>- avec allocation ONEM:</i>	217.7	247.5	274.1	290.9
* temps partiel avec AGR (4) + invol. avec allocations (1)	42.1	44.1	47.9	48.7
* activation (1)	45.6	54.0	58.9	60.2
** agences locales pour l'emploi (1)	17.1	16.4	12.9	10.3
** programme de réinsertion (1)	2.5	0.5	-0.0	-0.0
** plan 'activa' (1)	20.6	31.1	39.6	43.2
** réintégration de chômeurs âgés (1)	0.3	0.7	1.2	1.7
** programme de transition professionnelle (1)	5.1	5.2	5.1	5.0
** première expérience professionnelle (1)	0.0	0.0	0.0	0.0
* interruptions partielles de carrière (1)(2)	128.2	147.8	165.9	180.6
* prépensions à temps partiel (1)	1.1	0.9	0.9	0.8
* chômeurs complets en atelier protégé (1)	0.7	0.7	0.6	0.5
<i>- sans allocation ONEM:</i>	71.2	83.8	86.8	84.2
* temps partiel sans AGR (4)	12.0	24.6	35.2	35.2
* jeunes à temps partiel pendant stage	10.7	9.0	7.6	4.9
* demandeurs d'emploi libres occupés et autres	48.6	50.3	44.0	44.1
V. Travailleurs frontaliers (solde)	50.3	51.0	51.1	51.3
VI. Chômage (concept BFP)	684.6	710.1	710.4	704.8
(a) chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (5)	412.8	434.8	443.4	445.8
(b) autres inscrits obligatoirement	84.7	92.3	92.8	92.6
- jeunes en stage d'attente	49.2	52.0	51.5	51.3
- autres, dont:	35.5	40.3	41.3	41.3
* bénéficiaires d'allocations de transition (1)	0.3	0.3	0.3	0.2
(c) demandeurs d'emploi libres inoccupés	40.7	46.1	48.4	48.4
(d) chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (1)	146.4	136.9	125.7	118.0
p.m. temps partiels volontaires indemnisés (1)	30.1	31.1	31.1	31.1
p.m. chômage temporaire (1) (unités budgétaires)	39.2	34.2	34.4	33.0
p.m. CCI-DE (1)(6) - variations annuelles	45.5	18.9	2.5	-0.3

(1) Définition Statinfo (concept paiements)

(2) Inclut le crédit temps

(3) Non compris le chômage temporaire

(4) AGR : allocation de garantie de revenu

(5) Hors emplois ALE

(6) Y inclus dispensés ALE

Tableau B.6. Compte des particuliers (1)

En mld d'euros

	2003	2004	2005	2006
I. Opérations courantes				
a. Ressources	255.25	261.78	272.09	282.08
1. Excédent net d'exploitation	7.35	7.48	7.87	8.41
2. Revenu mixte	20.28	20.16	21.15	21.82
3. Rémunération des salariés	146.03	150.25	156.11	161.97
Salaires et traitements bruts	108.25	111.81	116.30	120.54
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	28.73	29.22	30.11	31.24
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	9.05	9.22	9.70	10.19
4. Revenus nets de la propriété	25.36	25.83	26.59	27.37
Intérêts reçus	13.15	12.02	12.26	12.57
Intérêts payés (-)	2.56	1.92	2.00	2.08
Revenu distribué des sociétés	9.95	10.47	10.96	11.23
Autres	4.81	5.26	5.37	5.65
5. Prestations sociales	52.79	54.69	56.82	58.92
6. Autres transferts courants nets	1.67	1.56	1.71	1.74
7. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	1.77	1.81	1.83	1.86
b. Emplois	240.43	249.01	259.36	268.39
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	37.24	38.47	39.99	40.54
2. Cotisations sociales, dont:	56.26	57.70	59.75	61.93
Cotisations sociales effectives	47.31	48.59	50.17	51.86
Cotisations sociales imputées	8.95	9.11	9.59	10.07
3. Consommation finale nationale	146.92	152.84	159.62	165.92
c. Epargne nette	14.82	12.78	12.73	13.68
II. Opérations en capital				
a. Ressources	0.59	1.09	0.88	0.91
b. Emplois	6.24	8.44	8.62	9.14
1. Formation brute de capital fixe	14.58	15.86	16.72	17.49
2. Consommation de capital fixe (-)	9.66	9.74	9.94	10.20
3. Impôts en capital	1.40	2.19	1.72	1.73
4. Variation des stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur	-0.10	-0.10	-0.10	-0.10
5. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	-0.20	-0.02	-0.02	-0.02
6. Autres transferts en capital à payer	0.22	0.25	0.24	0.23
III. Capacité nette(=) ou besoin net (-) de financement	9.18	5.43	4.99	5.45
en % du PIB	3.34	1.88	1.67	1.75

(1) Ménages (y compris les indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau B.7. Revenu disponible réel des particuliers (1)*Taux de croissance*

	2003	2004	2005	2006
Revenu primaire brut	-1.3	-0.2	0.6	1.3
<i>a. Salaires, dont:</i>	0.2	0.4	0.7	1.4
Entreprises	-0.4	0.4	0.5	1.6
Etat	2.1	0.3	1.2	0.9
Travailleurs frontaliers	2.6	1.7	0.0	-0.0
<i>b. Excédent brut d'exploitation et revenu des indépendants</i>	-0.6	-2.2	1.0	1.4
Excédent brut d'exploitation des particuliers	1.8	-1.3	0.3	2.1
Revenu mixte des indépendants	-2.5	-3.0	1.6	0.8
<i>c. Revenu de la propriété (net), dont:</i>	-10.2	-0.6	-0.3	0.6
Intérêts reçus	-20.3	-10.8	-1.2	0.2
Intérêts payés (-)	-16.6	-26.6	0.7	1.7
Revenus distribués des sociétés	-1.6	2.6	1.4	0.2
Distribution secondaire des revenus				
<i>a. Transferts aux particuliers, dont:</i>	2.5	0.7	0.8	1.3
Prestations sociales	2.7	1.1	0.7	1.4
<i>b. Cotisations de Sécurité sociale (-)</i>	1.3	0.0	0.3	1.3
Cotisations sociales effectives	1.6	0.2	0.0	1.0
Cotisations sociales imputées	-0.2	-0.8	2.0	2.7
<i>c. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (-)</i>	-1.3	0.8	0.7	-0.9
Revenu disponible brut des particuliers	-1.0	-0.2	0.8	1.8

(1) Ménages (y compris indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau B.8. Compte des entreprises

En mld d'euros

	2003	2004	2005	2006
I. Opérations courantes				
a. Ressources	28.13	30.84	31.23	32.75
1. Excédent net d'exploitation	29.19	33.80	34.22	36.22
2. Cotisations sociales	9.82	9.87	10.37	10.94
cotisations effectives à charge des employeurs	4.99	5.05	5.30	5.51
cotisations à charge des salariés	2.07	2.11	2.22	2.41
cotisations sociales imputées	2.77	2.71	2.86	3.02
3. Revenus nets de la propriété	-11.52	-13.47	-14.06	-15.11
4. Autres transferts courants nets	0.64	0.65	0.69	0.71
b. Emplois	18.60	20.00	21.93	23.29
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	8.27	9.62	10.53	11.32
2. Prestations sociales	8.57	8.57	9.06	9.61
prestations d'assurances sociales de régimes privés	5.18	5.24	5.57	5.94
prestations d'assurances sociales directes d'employeurs	3.39	3.32	3.49	3.67
3. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	1.77	1.81	1.84	1.87
4. Titrisation des ariérés fiscaux	0.00	0.00	0.50	0.50
c. Epargne nette	9.52	10.84	9.29	9.46
II. Opérations en capital				
a. Ressources	3.79	1.96	2.62	2.82
b. Emplois	10.50	8.09	9.42	7.23
1. Formation brute de capital fixe	32.53	33.81	37.09	37.43
2. Consommation de capital fixe (-)	28.66	30.43	31.59	33.42
3. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	0.32	0.32	0.22	0.15
4. Variation des stocks	0.89	3.48	2.24	2.35
5. Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0.00	0.00	0.00	0.00
6. Transferts en capital à payer	5.41	0.90	1.45	0.71
III. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement	2.82	4.72	2.49	5.05
en % du PIB	1.03	1.64	0.83	1.62

Tableau B.9. Opérations avec le reste du monde*En mld d'euros*

	2003	2004	2005	2006
I. Opérations courantes				
a. Emplois	216.82	238.40	260.96	279.14
1. Importations de biens et services	210.34	229.93	252.88	270.77
2. Rémunération des salariés	1.31	1.35	1.37	1.44
3. Impôts indirects (à la prod. et à l'import.)	1.86	1.77	1.89	1.98
4. Revenus nets de la propriété (-)	1.38	0.02	0.71	0.84
5. Autres transferts courants nets	2.87	3.46	3.56	3.77
6. Cotisations sociales	1.22	1.29	1.33	1.37
7. Prestations sociales autres que transferts en nature	0.59	0.62	0.64	0.66
b. Ressources	229.10	248.41	268.58	287.56
1. Exportations de biens et services	222.48	241.52	261.54	280.32
2. Rémunération des salariés	4.72	4.90	5.04	5.19
3. Subventions	0.87	0.81	0.81	0.81
4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0.20	0.21	0.19	0.21
5. Cotisations sociales	0.46	0.47	0.48	0.50
6. Prestations sociales autres que transferts en nature	0.37	0.49	0.51	0.53
c. Solde des opérations courantes	12.28	10.01	7.62	8.43
II. Opérations en capital	-0.20	-0.11	-0.20	-0.21
1. Transferts nets en capital	-0.06	0.03	-0.05	-0.07
2. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (-)	0.14	0.15	0.15	0.15
III. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement de l'économie nationale	12.08	9.89	7.42	8.21
en % du PIB	4.40	3.43	2.49	2.64

